

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associativisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**N° 540**

**Février - Mai 2021**

56<sup>e</sup> année - 1 € / 3 CHF /  
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20  
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- MAN Energy Solutions St-Nazaire
- Modèle suédois de lutte contre la pandémie: laisser crever les vieux !
- Pologne. Défense des femmes
- A Bas le coup d'Etat au Tchad!
- Sénégal
- Haïti: nécessité lutte de classe
- La Colombie brûle-t-elle?
- Menaces de guerre entre le Venezuela et la Colombie
- Birmanie (Myanmar)
- Paraguay: révolte prolétarienne
- Climat : cirque démocratique et programme communiste

## Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses opprimées palestiniennes!

Depuis quelques jours les médias parlent de l'«escalade de la violence» entre Israël et les Palestiniens, mettant sur le même plan opprimés et oppresseurs. Ces dernières heures l'armée israélienne a annoncé puis démenti avoir envahi la Bande de Gaza, sur laquelle tire son artillerie et que ses avions bombardent, tandis que le Hamas tire des salves de missiles sur les villes israéliennes. Le bilan connu à ce jour est de plus de 100 morts (dont 27 enfants) et des centaines de blessés du côté palestinien, et 7 morts du côté israélien (dont un Palestinien et sa fille).

Des affrontements ont eu lieu dans les villes israéliennes de Lod et Jaffa entre jeunes arabes et groupes d'extrême droite juifs, et des scènes similaires ont été signalées dans d'autres villes, y compris à Tel-Aviv où des appels à manifester contre les arabes ont été diffusés; pendant ce temps les heurts entre manifestants arabes et policiers continuaient à Jérusalem. Au point de contraindre le premier ministre Netanyahu à une mise en garde contre des pogroms anti-arabes, craignant qu'ils entraînent

( Suite en page 8 )

## Confinement, déconfinement et état d'urgence permanent

### AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ ET DES INÉGALITÉS

Début mai, le gouvernement a commencé un déconfinement progressif, après avoir imposé un troisième confinement à toute la population – mais dont les conséquences ont touché avec le plus de dureté les prolétaires et tout particulièrement les plus précaires.

Les médias bourgeois eux-mêmes se sont alarmés de l'augmentation de la pauvreté et des inégalités sociales à la suite non seulement de la crise économique proprement dite, mais des mesures prises pour combattre la pandémie. Les associations charitables comme le Secours Populaire, le Secours Catholique ou les Banques Alimentaires parlent d'une «*augmentation alarmante*» de la pauvreté depuis le premier confinement: il y aurait ainsi eu un million de pauvres supplémentaires en France à la fin de l'année dernière, un chiffre équivalent à celui constaté au bout des 4 années qui ont suivi la crise des subprimes; et de telles augmentations se cons-

tentent dans tous les pays.

A l'automne dernier, alors que selon la Banque Mondiale peut-être 150 millions de personnes dans le monde allaient tomber dans «*l'extrême pauvreté*» sous l'effet de la crise, un rapport de l'ONU indiquait que la pauvreté et la faim augmentaient aussi en Europe (1). La disparition brutale des «petits boulots» à la suite des fermetures de magasins et autres entreprises «non essentielles» en est la cause fondamentale.

Même si la crise économique se fait sentir dans presque tous les secteurs les mesures sans précédent de soutien aux entreprises et à l'économie en général ont permis jusqu'ici d'en amortir les conséquences les plus néfastes.

### LA RENTABILITÉ TUE

À la fin mars une tribune d'une quarantaine de hauts responsables médicaux et hospitaliers a fait partie de la campagne de presse pour préparer le troisième confinement; les signataires

( Suite en page 2 )

## Premier mai 2021: quelle lutte pour le prolétariat?

La pandémie du coronavirus a aggravé le sentiment de résignation – nourri par des décennies d'illusions réformistes et démocratiques, de politiques collaborationnistes de la part des syndicats tricolores et des partis faussement ouvriers – qui depuis trop longtemps a affaibli les énergies prolétariennes de lutte.

Comme toutes les crises sous le capitalisme, la crise sanitaire qui bat toujours son plein, s'ajoutant à une crise économique déjà présente, a frappé le plus durement les masses prolétariennes.

Les femmes, les jeunes, les travailleurs âgés, sont les catégories prolétariennes les plus touchées et qui vont grossir l'armée de chômeurs déjà particulièrement nombreuse avant la Covid-19.

À la catastrophe économique qui s'est traduite par des centaines de millions de licenciements, par des centaines de millions de jeunes qui ne trouvent pas de travail, sinon très précaire, par des centaines de millions de travailleurs et de retraités plongés dans une pauvreté dont ils ne voient pas la fin, s'est ajoutée la faillite de la santé publique: manque total de moyens de prévention, carences hospitalières, manque de personnel hospitalier insuffisant, soins intensifs cruellement insuffisants, malades abandonnés à leur domicile, personnes âgées laissées à l'abandon dans les institutions de retraite, médecine territoriale non financée, etc. Depuis plus d'un an, les gouvernements se sont surtout préoccupés de limiter les dégâts

( Suite en page 2 )

## Confinement, déconfinement et état d'urgence permanent

( Suite de la page 1 )

appelaient à un reconfinement d'urgence pour éviter, disaient-ils, l'effondrement du système hospitalier face à un afflux probable de malades. Mais ce sont ces responsables eux-mêmes qui depuis des années s'étaient employés à réduire les capacités hospitalières, conformément à la recherche de la rentabilité du système! Cette quête de la rentabilité s'est traduite par des milliers de décès. Au mois d'octobre Olivier Véran, le ministre de la santé, assurait que «*l'hôpital est plus solide qu'au printemps*» (2) en annonçant des dépenses pour faire face à la deuxième vague épidémique. Pour «protéger les hôpitaux» le gouvernement décrétait pourtant un deuxième, puis un troisième confinement, c'est-à-dire imposaient des mesures contraignantes à des dizaines de millions de personnes leur faisant ainsi payer les carences du système de santé bourgeois.

### RENFORCEMENT DE LA DOMINATION BOURGEOISE

De telles décisions, prises sous prétexte sanitaire, qui s'accompagnent inévitablement de mesures de police pour les faire respecter, signifient de fait un renforcement du contrôle social sur la population en général et en particulier sur la partie exploitée, sur le prolétariat. Le gouvernement a fait voter le prolongement jusqu'en octobre pour l'essentiel de l'état d'urgence qui restreint les libertés publique et accroît les prérogatives autoritaires et répressives de l'Etat.

Il est clair que cet état d'urgence devenu quasiment permanent n'est pas fondamentalement une mesure sanitaire; son objectif premier est de contribuer au maintien de l'ordre établi; les autorités craignent des réactions prolétariennes ou des explosions sociales face à la dégradation des conditions ouvrières alors que se dessine la menace d'un «*tsunami de plans sociaux*», dès que l'Etat réduira son soutien aux entreprises en difficulté et alors que le gouvernement fait passer son attaque contre les chômeurs (réforme de l'assurance chômage). Le regain de «violence urbaines» et d'affrontements avec la police que l'on constate même dans les petites villes est un signe de l'accumulation de tensions sociales sous le couvercle des confinements.

Le soutien spectaculairement affiché des plus hauts dirigeants du pays aux policiers s'explique par cette crainte. C'est elle qui explique également l'élaboration et le vote de la loi dite de «sécurité globale» ou l'autorisation du Con-

seil d'Etat à la conservation illimitée des données électroniques (internet...) au nom de la «sécurité nationale» (3).

### LES DIFFICULTÉS DE LA RIPOSTE PROLÉTARIENNE

Cette situation paralyse (c'était le but recherché) indéniablement la riposte prolétarienne en France et en Europe, alors qu'on constate ailleurs un renouveau des affrontements sociaux.

Comme de juste le jeu des syndicats collaborationnistes a contribué à cette paralysie: ils ont participé aux simulacres de «concertation» avec le gouvernement et globalement soutenu les plans de relance en soutien des entreprises, tout en quémendant quelques miettes («contreparties») pour les travailleurs.

S'ils ont appelé à une journée d'action contre la réforme de l'assurance chômage, c'était pour faire retomber la pression et apparaître comme les défenseurs des prolétaires. Ils ne pensent plus maintenant qu'à mener la «lutte» sur le plan juridique en saisissant le Conseil constitutionnel: existe-t-il un meilleur moyen pour enterrer la lutte ouvrière?

Dans ce tableau morose il existe pourtant des éléments encourageants. Il faut signaler en particulier la lutte des travailleurs du secteur de la culture; sur la base des traditions de lutte des «intermittents du spectacle» ils ont spontanément occupé des dizaines de théâtre et autres lieux culturels avec parmi d'autres, des revendications proléta-

riennes qui en étaient le véritable socle: l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, les indemnités de chômage pour tous, etc. Cette lutte n'a malheureusement pas pu s'étendre à d'autres secteurs, ce qui a inévitablement renforcé le poids du corporatisme «culturel» et des appareils syndicaux, et les illusions de réforme du système social.

Demain ce ne sera pas seulement un secteur marginal que l'exacerbation de la crise poussera à reprendre le chemin de la lutte, mais le gros de la classe ouvrière.

Les bourgeois s'y préparent, ainsi que leurs valets réformistes; les prolétaires d'avant-garde doivent s'y préparer aussi, c'est-à-dire se préparer à la reprise de la lutte de classe contre le capitalisme en oeuvrant pour la réorganisation classiste du prolétariat, en combattant les influences défaitistes des forces de la collaboration de classe.

(1) <https://unric.org/fr/en-europe-la-pauvrete-et-la-faim-augmentent/>

(2) Interview aux *Echos*, 21/10/20

(3) Les démocrates de «La quadrature du net» qui avaient saisi le Conseil d'Etat en sont réduits à des gémissements: «*La défaite est si amère que nous peinons à comprendre comment poursuivre cette lutte sur le plan juridictionnel. Devons-nous encore opposer à l'Etat un droit dont il ne cherche même plus à tirer sa légitimité ?*». Et oui, c'est amer à constater, mais l'Etat bourgeois ne respecte le droit – lui aussi bourgeois – que s'il lui est utile!

## Le modèle suédois de lutte contre la pandémie: laisser crever les vieux !

La Suède est connue traditionnellement comme le pays du capitalisme à visage humain; c'est la vitrine internationale de la social-démocratie qui a réussi au cours des décennies (elle a dirigé le pays sans discontinuer pendant presque 70 ans) à instituer un *état-providence* modèle, conciliant productivité économique et protection sociale.

Mais ces derniers mois, la Suède s'est présentée aussi comme un modèle pour combattre la Covid-19. Il n'y a pas eu d'impositions de mesures restrictives et autoritaires comme dans la plupart des pays: pas de confinements, pas de port du masque obligatoire, pas de fermetures d'écoles, de restaurants ou de salles de sport; les autorités ont mis l'accent essentiellement sur la distanciation physique en interdisant les rassemblements de plus de 50 personnes ou les services aux bars dans les cafés et restaurants, etc.

### IL Y A QUELQUE CHOSE DE POURRI AU ROYAUME DE SUÈDE

Résultats: début mai le nombre de morts par habitants dus à l'épidémie était un peu inférieur à celui de la France, qui en était à son troisième confinement, soit 1,37 pour mille contre 1,62. Mais il était près de dix fois supérieur à celui des pays voisins, la Norvège et la Finlande qui, eux, ont imposé des mesures drastiques de contrôle de l'épidémie: ils avaient un taux respectivement de 0,14 et 0,16 morts pour mille habitants! Le Roi de Suède le reconnut: «*nous avons échoué*» déclara-t-il.

Pour éclaircir la situation le gouvernement suédois mit sur pied une «commission Covid» qui a rendu ses conclusions à la fin de l'année dernière. Elles confirment ce qui avait déjà été publié dans la presse internationale: la plupart des décès ont touché les personnes

âgées et ont eu lieu dans les maisons de retraite qui ont payé un très lourd tribut à la maladie. Ces établissements manquaient de personnel, le personnel, souvent intérimaire, manquait de moyens de protection, les mesures sanitaires étaient insuffisantes, etc.

Mais ce que l'on sait moins est que les autorités pratiquement dès le début de l'épidémie, avaient édicté des circulaires pour ne pas soigner les pensionnaires malades de plus de 70 ans!

Selon le *Wall Street Journal* (1) les directives recommandaient de trier les malades selon leur âge et leur état de santé; pour ne pas encombrer les hôpitaux, elles préconisaient au lieu d'oxygénation et de prescription de médicaments, etc. d'administrer des traitements palliatifs aux malades les plus âgés des maisons de retraite, bien qu'en réalité il n'y ait jamais eu de problème de suroccupation dans les services de soins intensifs. Pire encore, ces soins palliatifs à base de morphine, souvent prescrits par téléphone sans même une consultation médicale, aggravaient les difficultés respiratoires des malades et dans bien des cas accéléraient voire provoquaient leur décès.

La ministre de la santé a répondu que les autorités n'avaient sacrifié personne; selon elle les maisons de retraite en Suède *«sont des établissements de soins qui prennent en charge les plus fragiles, les plus malades. En général, la moitié d'entre eux ne survit pas au-delà de six mois. Alors, bien sûr, quand la Covid s'introduit dans un de ces établissements, c'est très compliqué»*. Autrement dit c'est plus simple s'ils meurent un peu plus tôt...

Voilà le secret du modèle suédois de lutte contre la Covid: privilégier le maintien de l'activité économique et abandonner les malades âgés qu'il serait trop compliqué de soigner. De toutes façons ils ne sont plus utiles pour le système d'exploitation capitaliste, il faut donc réduire au maximum les frais engagés pour eux.

Mais finalement c'est ce qui s'est passé dans tous les pays, même en l'absence de directives. Il serait trop long de rapporter tous les cas où les personnes âgées ont été pratiquement laissées à l'abandon; partout les établissements pour personnes âgées manquaient de moyens adéquats et de personnels équipés, et leurs pensionnaires ont été en conséquence fauchés par la maladie.

Le modèle suédois **assassin** est en réalité la règle: c'est le meurtrier royaume du capitalisme qui est pourri...

(1) <https://www.wsj.com/articles/coronavirus-is-taking-a-high-toll-on-swedish-elderly-families-blame-the-government-11592479430>

## Premier mai 2021: quelle lutte pour le prolétariat?

( Suite de la page 1 )

que cette crise pouvait causer à l'économie capitaliste. Les travailleurs ont été envoyés au travail dans des environnements insalubres, sans protections individuelles et sous le chantage de perdre leur emploi et de voir leur salaire réduit. Bien qu'effrayés par une pandémie qui tuait les gens comme des mouches, dans de nombreux pays des prolétaires se sont révoltés, ont lutté pour obtenir au moins les protections individuelles promises par les autorités. Mais le manque de confiance dans leurs propres forces et les syndicats était et est toujours trop grande pour redonner aux prolétaires la capacité d'affronter un ennemi aussi puissant que la classe bourgeoise dominante.

La politique de collaboration de classe, menée en permanence par les forces collaborationnistes syndicales et politiques qui affirment être les « défenseurs » des intérêts des travailleurs, alors qu'elles sont en réalité des saboteurs de ces intérêts, se fonde précisément sur la faiblesse de la classe ouvrière; une fois pliée aux besoins du capital, la classe ouvrière est prise dans le filet de prétendus intérêts « communs » avec les bourgeois; elle est convaincue qu'elle ne peut obtenir quelques miettes supplémentaires que si elle sacrifie encore plus d'énergie que celle qu'elle donne régulièrement aux capitalistes. Les collaborationnistes, véritables agents de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, ont en effet pour tâche de faire travailler les prolétaires selon les besoins des entreprises par rapport à leurs marchés; dans la mesure où ils accomplissent ce sale boulot avec succès, ils reçoivent des privilèges, des garanties, des emplois mieux payés et moins pénibles. Même dans les pays comme en Italie, où les travailleurs ont pu se débarrasser par la lutte directe des institutions de collaboration de classe dans les entreprises et ont organisé des comités de base en élisant des délégués plus dignes de confiance, le climat social général démocratique a empêché la rupture avec la collaboration de classe, non seulement au niveau politique général, mais à tous les niveaux, jusqu'aux plus élémentaires; les intérêts prolétariens ont été livrés aux professionnels de la négociation avec les patrons et l'État, toujours au bénéfice de la classe dominante. La collaboration de classe n'atténue pas, et encore moins élimine la concurrence entre prolétaires, mais elle l'augmente, l'organise, l'institutionnalise!

Sur les épaules des prolétaires pèse

donc non seulement l'action quotidienne des capitalistes, de leur État et de toutes ses institutions politiques, administratives, sociales, culturelles et militaires, mais aussi l'action quotidienne des professionnels de la collaboration des classes. Et ce fardeau est si lourd que pour s'en libérer il faut une puissante force sociale qui fait défaut aujourd'hui: la force sociale donnée par l'unité de classe, par la solidarité de classe, par la lutte menée sur le terrain de la défense exclusive des intérêts de classe fondamentaux.

Après les défaites des années 1920 et, surtout, depuis la victoire de la démocratie impérialiste à la suite de la Seconde Guerre mondiale, les prolétaires sont dans une situation où il leur faut reconstituer des organisations syndicales de classe comme aux XIXe et XXe siècles. Cette situation peut sembler impossible à surmonter; un siècle après comment est-il possible de vaincre la bourgeoisie, qui entre-temps est devenue beaucoup plus forte? La bourgeoisie impérialiste paraît aujourd'hui invincible – c'est d'ailleurs le principal argument des partisans de la collaboration des classes.

Il n'y a pas de doute que depuis un siècle le capitalisme s'est développé dans le monde entier, et que les bourgeoisies sont devenues beaucoup plus fortes et plus puissantes. Mais cette puissance repose sur l'exploitation du travail salarié, sans laquelle les capitalistes ne peuvent pas extraire la plus-value indispensable à la vie et à la croissance du capital. Les ouvriers sont indispensables aux capitalistes; et ils sont tellement indispensables que tout le développement capitaliste qui a embrassé le monde n'a pu se faire qu'en constituant de plus en plus d'armées de prolétaires, de travailleurs salariés partout où il n'y avait autrefois que des paysans ou des populations primitives.

Aujourd'hui plus encore qu'hier, le mot d'ordre communiste: **Prolétaires de tous les pays unissez-vous!** effraie les gouvernements du monde entier car le cauchemar de la bourgeoisie est que cette immense armée d'esclaves salariés prenne conscience de sa force sous la direction de son parti de classe.

Les crises économiques, les crises guerrières qui touchent tous les continents vont inévitablement accroître la colère et la lutte des prolétaires et des masses opprimées. Des millions de migrants chassés par ces crises se pressent aux frontières des pays capitalistes avancés, et tentent de survivre dans

( Suite en page 4 )

## Premier mai 2021...

( Suite de la page 3 )

une société opulente qui, d'un côté les rejette et les marginalise et, de l'autre, les utilise comme main-d'œuvre moins chère et comme moyen de diviser la classe ouvrière par la concurrence avec les prolétaires autochtones. Ce sont des prolétaires qui portent sur eux les stigmates physiques et psychologiques de la violence la plus effroyable engendrée par l'impérialisme et à laquelle ils essaient d'échapper, en bravant tous les dangers pour aller dans des pays où au moins cette violence n'existe pas. Les frontières des États-Unis et de l'Europe n'ont pas fini d'être franchies, malgré toutes les barrières et les gardes armés qui les défendent. Tout comme les moyens de production capitalistes ne peuvent pas être arrêtés par aucune frontière, aucune frontière ne peut arrêter la force de production humaine que le capitalisme crée dans le monde entier.

L'unité prolétarienne n'est donc pas obligée de se constituer par des liens entre les continents et entre les pays: elle peut se créer à l'intérieur d'un même pays entre des prolétaires de nationalités et de races différentes. Le fondement de cette unité, cependant, est le même :

c'est l'intérêt commun de tous les prolétaires à défendre leurs conditions de salaires contre l'exploitation bourgeoise, peu importe s'ils sont de telle ou telle entreprise, de tel ou tel secteur, de telle ou telle catégorie, de tel ou tel pays. Mais cet intérêt commun ne peut constituer une force que si la concurrence entre prolétaires est combattue ; ce n'est qu'en surmontant cette concurrence qu'il est possible d'unifier les forces, et ce n'est qu'en luttant pour les mêmes objectifs, pour les mêmes intérêts, que se crée cette solidarité de classe qui est la véritable force du prolétariat.

En réalité c'est le développement capitaliste lui-même avec la lutte entre les classes inévitable dans la société bourgeoise, qui jette les bases de la renaissance du mouvement de classe prolétarien. Si les prolétaires ne veulent pas rester écrasés par l'exploitation bourgeoise, ils n'ont qu'une seule voie à suivre : la lutte de classe contre l'ennemi principal, la bourgeoisie capitaliste – sans oublier les ennemis les plus insidieux, les professionnels de la collaboration des classes.

Rompre le pacte de collaboration avec les capitalistes et leurs dirigeants est donc le premier grand objectif de la lutte de classe prolétarienne. Et cette rupture se réalise par la réorganisation

des organismes de classe pour la lutte de défense exclusive des intérêts immédiats du prolétariat. A partir de là, et du développement de cette lutte, le prolétariat peut réaliser que sa lutte ne peut se limiter à ces objectifs immédiats, mais qu'elle doit les dépasser en se hissant au niveau politique général, c'est-à-dire révolutionnaire, y compris parce que la classe dominante utilise et utilisera son pouvoir politique et son Etat pour maintenir le prolétariat dans sa situation d'esclave salarié

Dans ce chemin long et tourmenté vers son émancipation, le prolétariat devra compter non seulement sur sa force sociale, mais aussi sur son **parti de classe**, car celui-ci constitue et représente la conscience de classe, la conscience des objectifs suprêmes de la lutte révolutionnaire.

**Pour la réorganisation classiste de la lutte prolétarienne !**

**Pour des revendications unifiant les prolétaires par-dessus les catégories, les secteurs, les nationalités, le sexe ou l'âge !**

**Pour la reprise de la lutte de classe !**

**Pour la reconstitution internationale du parti de classe !**

30/04/2021

## MAN Energy Solutions Saint-Nazaire

### Ni défense de l'entreprise, ni défense de l'intérêt national : combattre les licenciements sur le terrain de classe

L'entreprise MAN a annoncé à la fin de l'année 2020 un « plan social » se traduisant par la destruction de 67 emplois sur son site de Saint-Nazaire (sur un total de 630). A ces suppressions, s'ajoute la mise au chômage partiel de 160 ouvriers.

L'entreprise MAN est une filiale du groupe allemand Volkswagen qui cherche à rationaliser au maximum la production pour vendre l'entreprise qui subit les contrecoups de la baisse des commandes liée à la pandémie et de la remise en cause du diesel (jusqu'à récemment l'entreprise s'appelait MAN Diesel). C'est pourquoi Volkswagen envisage la suppression d'un quart des emplois à l'échelle de toute l'entreprise (quatre mille sur quinze mille). Ce premier chiffre annoncé a été réduit à deux mille six cent après un « dialogue social » avec le syndicat collaborationniste allemand IG Metal.

Nous sommes face à une classique restructuration d'une entreprise capitaliste avec son cortège de licenciements, de « reconversion », de transferts forcés vers d'autres sites... Rien d'exceptionnel dans cela. Et la réponse du collaborationnisme, CGT dans ce cas, est

également très prévisible.

La CGT du site a laissé s'exprimer la colère avec un débrayage le 19 novembre pour créer un pseudo « rapport de force » avant une réunion avec la direction.

Cette petite excursion sur le terrain des luttes n'a pas duré longtemps, ce fut même une parenthèse dans un flot de collaborationnisme. Les prolétaires ont eu le droit à toutes les grosses ficelles des tactiques réformistes qui conduisent à coup sûr à la défaite...

**Tactique n°1 – Expliquer aux patrons qu'ils pourraient mieux faire**

Le premier angle d'« attaque » de la CGT est d'expliquer que le site est bénéficiaire : la CGT s'adresse « au siège pour rappeler que notre site fait des bénéfices et que ce plan est injustifié » (« Man : les salariés de Saint-Nazaire, oubliés de l'Allemagne », *Ouest France*, 5 septembre 2020). Elle regrette également que « cette restructuration [...] se résume à un plan d'économies sur le dos des salariés pour satisfaire l'appétit des actionnaires, sans prévoir en contrepartie des investissements pour pérenniser l'avenir du groupe » (Communiqué du 23

juillet 2020). Si les profits étaient en berne ou si le patron justifiait ses attaques pour garantir la « bonne santé » de l'entreprise, ces syndicalistes accepteraient-ils les « sacrifices » ?

Logiquement, le collaborationnisme se fait conseiller en stratégie industrielle : « au cas où le carnet de commandes se remplirait à nouveau, les 76 postes appelés à être supprimés seront un handicap pour développer l'activité vers des solutions nouvelles autour des centrales hybrides et les moteurs à injection hydrogène, indique le syndicat CGT de l'usine » (« grève à Saint-Nazaire chez Man contre un plan de suppression d'emplois », *lanticapitaliste.org*, 24 novembre 2020).

**Tactique n°2 – Trouver des coupables (de préférence étrangers) pour diviser la riposte**

Le plan de licenciements s'attaque massivement aux sites allemands mais la CGT pleurniche : « On est pénalisé alors qu'on fait partie des bons élèves » et montre du doigt les sites d'Augsbourg et Hambourg, déficitaires. (« Man : les salariés de Saint-Nazaire, oubliés de l'Allemagne »)

Comme l'argument ne porte pas, la

CGT dégage la défense de la force de frappe nucléaire ! Elle met en avant que les moteurs produits ont « *des applications stratégiques pour l'État notamment en marine nationale et en groupe de secours dans les centrales nucléaires* » (communiqué du 23 juillet). Et elle en ressort une louche dans son tract de mars en expliquant que le plan « social » est contraire aux intérêts « *des applications stratégiques françaises que sont la sûreté nucléaire et la marine nationale* » (Tract du 31 mars qui reproduit très largement un article du journal bourgeois *Les Echos*).

### Tactique n°3 – Quémander une intervention de l'État bourgeois

Bien entendu, collaborationnisme aime entretenir les illusions dans un Etat bourgeois au-dessus des classes et garant de « l'intérêt général » qui unirait bourgeois et prolétaires.

C'est pourquoi, dès l'annonce des licenciements, les syndicalistes collaborationnistes se lamentent et espèrent « *vivement que les pouvoirs publics ne resteront pas indifférents à cette situation et qu'ils interviendront pour permettre à une entreprise profitable de bénéficier d'un projet de développement et non de récession tel qu'il se dessine aujourd'hui* ». (Communiqué du 23 juillet 2020). En mars, elle s'interroge donc pour savoir si « *l'Etat français à l'image de ce qui est fait en Norvège, ne pourrait-il pas être plus interventionniste qu'il ne l'est aujourd'hui ?* » (tract du 31 mars). A quoi sert-il d'appeler à l'aide un Etat qui passe son temps à s'attaquer à ses salariés en supprimant des emplois, en dégradant les conditions de travail, en renforçant le despotisme des hiérarchies... ? Seulement à entretenir les illusions et à désarmer les prolétaires face à l'ennemi de classe !

### Tactique n°4 – Dialoguer avec le patron encore et toujours

Fidèle à la stratégie du « dialogue social » qui sert de barrage à une véritable riposte de classe – en particulier en utilisant l'arme de la grève –, la CGT pleurniche : « *le Groupe n'envisage pas de modifier son projet de restructuration qui de leurs mots est le meilleur ! Bien entendu la CGT MAN-ES n'est pas de cet avis ! Pour autant, le dialogue se poursuivra avec le Groupe et si possible sur le site de Saint-Nazaire. Ce nouvel échange sera le moment pour aborder de nombreux sujets restés sans réponses et d'autres importants comme les orientations futures de l'entreprise et sa place sur le développement des nouvelles solutions (dont hydrogène, éoliens, etc...)* ». (« Saint-Nazaire : la CGT condamne vigoureusement le plan de restructuration chez MAN » [www.saintnazaire-infos.fr](http://www.saintnazaire-infos.fr) 26 septembre).

L'action du collaborationnisme à MAN n'a rien d'exceptionnel et est ca-

ractéristique du rôle joué par la CGT et Cie – y compris le syndicalisme « alternatif » à la sauce SUD – dans la répartition des rôles pour maintenir le calme social. Il canalise les travailleurs dans une série de faire-semblant, et est l'agent direct du capital pour faire se retrousser les manches au prolétariat afin de garantir la bonne marche de l'économie nationale et la défense de l'indépendance nationale.

Les prolétaires de MAN font, après bien d'autres, les frais de la politique chauvine et anti-ouvrière du syndicalisme de collaboration de classe. Contre ce chauvinisme qui divise et désarme donc les travailleurs, la classe ouvrière doit opposer ses propres principes d'indépendance prolétarienne qui ne prend en considération aucun intérêt national et capitaliste

Les prolétaires de MAN font également les frais des appels à l'État bourgeois, des appels à la solidarité en direction d'un ennemi redoutable. Pour se défendre, les travailleurs ne peuvent pas compter sur l'Etat bourgeois ni sur une politique de compromis avec celui-ci dans le cadre de perpétuelles négociations.

Seule la crainte de la lutte ouvrière ouverte peut faire reculer la bourgeoisie. Pour préparer ces luttes, il est urgent de rompre avec les orientations des directions syndicales ; ce qui implique l'organisation autonome des travailleurs sur des bases de classe, dans ou hors des syndicats, mais toujours indépendamment de la hiérarchie syndicale et de la pratique du collaborationnisme réformiste.

14/04/2021

## Pologne Contre la réaction cléricale et les impasses féministes! Avortement libre et gratuit pour toutes! Défense des femmes prolétaires!

Depuis le 27 janvier, le gouvernement polonais a quasiment interdit l'avortement dans le pays, en publiant l'arrêt du Tribunal constitutionnel en ce sens. Ce tribunal avait jugé que l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en cas de malformation grave du fœtus, estimant qu'elle était « incompatible » avec la Constitution.

Cette décision vient aggraver – de manière très symbolique – la situation de l'IVG dans le pays. Depuis près de trente ans, l'avortement est quasi-illégal et moins de 2 000 avortements légaux sont pratiqués chaque année en Pologne (la grande majorité étant des cas de fœtus malformés) alors que l'on estime à plus de 200 000 ceux réalisées illégalement, ou effectuées à l'étranger, chaque année.

La Pologne est aujourd'hui l'État qui a la législation anti-avortement la plus répressive d'Europe alors qu'elle avait légalisé l'avortement (1956) près de vingt ans avant la France (1975) ou l'Italie (1978).

Cependant, si l'interdiction de l'avortement est profondément réactionnaire, la légalisation – malgré les conséquences incontestablement positives – ne l'était pas moins.

### DANS LA POLOGNE « POPULAIRE », LA LÉGALISATION DE L'AVORTEMENT RÉPONDAIT À UN OBJECTIF BOURGEOIS

Il a fallu près d'une décennie pour

que la République populaire de Pologne, dirigée par les faux communistes du Parti Ouvrier Unifié Polonais (POUP ou PZPR en polonais) légalise l'avortement en 1956.

Le choix de maintenir l'interdiction de l'avortement puis de la lever n'est pas fait en fonction de principes de classe.

Au départ, les dirigeants polonais voulaient rapidement augmenter leur population pour résorber le déficit démographique lié à la Seconde Guerre mondiale mais également pour peupler les territoires annexés à l'Ouest d'où la population allemande avait fui ou avait été expulsée (1).

En 1956, l'avortement est légalisé car il est largement pratiqué : « *le nombre de cas étant estimé à 300 000 au minimum. Nulle préoccupation théorique ou doctrinale n'inspirait le législateur. Le point de départ était une situation de fait* ». Pendant les quatre années suivantes, la loi a été peu et mal appliquée en raison de la résistance de l'Église catholique mais également d'une partie du corps médical qui ne voulait perdre la « poule aux œufs d'or » qu'étaient les avortements clandestins et rémunérés !

En 1960, une nouvelle loi rend réellement l'avortement accessible à toutes. L'objectif est de limiter les avortements clandestins et toutes leurs conséquences sur la santé et la vie des patientes. Mais il est également purement bour-

( Suite en page 6 )

## Pologne

### Contre la réaction cléricale et les impasses féministes!

### Avortement libre et gratuit pour toutes!

### Défense des femmes prolétaires!

( Suite de la page 5 )

geois – la « raison d'État » : limiter la population pour faire face à la surpopulation rurale et le chômage caché, limiter la croissance démographique pour limiter les dépenses d'équipement (construction d'écoles, de crèches...) (1).

En réalité, la légalisation de l'avortement n'avait pas pour objectif de défendre la femme prolétaire mais d'assurer le développement capitaliste de la Pologne et de maintenir l'ordre social (en supprimant une interdiction massivement violée).

Les ambiguïtés face à la légalisation de l'avortement se retrouvent dans les relations qu'a pu entretenir le pouvoir « socialiste » avec l'Église catholique.

#### DU CONDOMINIUM POUP / ÉGLISE PENDANT 40 ANS...

Les staliniens du POUP n'ont pas combattu l'Église pour faire reculer la réaction cléricale mais pour s'assurer un contrôle sur celle-ci.

Avant la proclamation de la République populaire, les nouveaux dirigeants font preuve d'une grande complaisance envers l'emprise cléricale, au contraire des légendes héritées de la Guerre froide : « Dans l'imaginaire collectif polonais, la Pologne communiste est communément perçue comme antireligieuse et en lutte contre l'Église, l'enseignement scolaire comme endoctriné et saturé d'idéologie marxiste-léniniste. Pourtant, malgré la révocation du concordat en 1945, Religion ne disparaît pas des emplois du temps des écoles : elle est d'abord limitée à une heure par semaine, puis devient optionnelle. Car le gouvernement polonais, avant l'instauration de la République populaire de Pologne en 1952, se revendique comme héritier de la Deuxième République (1918-1939) et reconnaît donc la validité de la Constitution du 17 mars 1921. Dans son article 120, cet acte normatif mentionne l'obligation d'organiser des cours de religion dans les écoles publiques, obligation confirmée par le Concordat de 1925 pour un format de deux leçons par semaine. » (2)

En avril 1950, le gouvernement a cherché à concrétiser cette alliance en signant un accord qui garantissait un statut privilégié au catholicisme : « les articles 10-19 concernaient les droits de l'Église: enseignement religieux, libertés de presse, d'association, de culte,

services religieux dans l'Armée, rôle dans les prisons, hôpitaux, statut des ordres et associations religieuses, protocole sur Caritas transformée, aide de l'État au clergé et droit au sursis pour les séminaristes. » (3)

Cela était facilement constatable sur le terrain. En 1952, un journaliste français évoquait « les croix placées dans toutes les classes et la coutume de faire la prière avant les cours », « un enseignement religieux [...] suivi par 90 % des élèves, car seuls en sont dispensés les enfants dont les parents en ont fait la demande expresse » et le fait que « même dans les quelques écoles totalement laïques [...] des prêtres viennent administrer la communion de Pâques » (4)

Après quelques années conflictuelles avec la hiérarchie catholique, le gouvernement utilisa l'Église comme outil anti-prolétarien après les émeutes ouvrières de 1956 : « L'obligation de « l'enseignement religieux dans les écoles » rétablie en droit par le décret du 8 décembre 1956, sur la base d'un volontariat présumé, paralyse les laïques. Fruit d'énormes pressions cléricales sur « parents et enfants auxquelles peu de familles auraient le courage de résister », cette mesure mit le corps enseignant en péril : « les instituteurs athées » furent « dans diverses localités » victimes de « brimades [...] ». Les parents exigeraient leur départ et se livreraient même sur eux à des voies de fait ». On recensait dès janvier 1957 de nombreux cas de déplacement et mise « en disponibilité sans traitement ». Les enfants d'incroyants furent avec la bénédiction et l'encouragement des clercs traités en parias, « surtout à la campagne » : la masse de leurs condisciples catholiques les frappait d'ostracisme, considérant qu'ils avaient « quelque chose de commun avec le diable » ; tel enfant avait été battu « pour extirper le démon qui le possède ». Le bilan de ce terrorisme cléricale « là où il n'avait jamais existé de terrorisme anticlérical » est interminable, comme les tableaux périodiquement dressés par les diplomates français de ce curieux pays communiste où l'Église dictait sa loi à la société civile. Les hurlements contre l'avortement, la laïcité et les communistes avérés ou présumés incitaient les Polonais les plus arriérés aux voies de fait : « on a connu par exemple des paysannes excitées qui essayaient de lapider une jeune fille soup-

çonnée d'avortement, des campagnes de lettres anonymes contre un directeur d'école qui refusait de laisser accrocher un crucifix dans son établissement, et malheureusement aussi des curés de campagne qui du haut de leur chaire vouaient les incroyants à la potence ». L'arrogance ne connut plus de bornes dans une Église plus puissante que jamais » (3).

Les attaques contre l'Église n'avaient pas pour but de limiter l'emprise du cléralisme mais de le mettre au service de la Pologne « populaire », de la même façon que le POUP utilisait sans vergogne le chauvinisme polonais (5). Le conflit entre le pouvoir et l'Église a été avant tout d'ordre géopolitique entre un gouvernement intégré dans le bloc russe et le Vatican ardent supporteur du bloc étasunien.

La dictature du POUP savait utiliser

#### « Il Comunista » Nr.167 - Gennaio/Marzo 2021 Nell'interno

- Capitalismo e pandemia: affari d'oro chiamati vaccini!
- La violenza contro le donne è parte integrante della violenza di classe
- Contratto nazionale dei metalmeccanici. I proletari portano a casa solo miseria!
- Covid-19: un anno di tremende conferme
- Comunicato ai lettori, simpatizzanti e compagni
- Napoli. Meb Meridulloni: chiude e se ne va licenziando gli operai
- In Serbia, minatori cinesi trattati peggio degli schiavi
- Resoconto scritto dei temi previsti per la Riunione Generale del 12-13 dicembre 2020.
- Il programma agrario delle organizzazioni operaie spagnole nella guerra civile (1936-1939)
- Storia della Sinistra, 1920: Sull'occupazione delle fabbriche del 1920 / Nell'anniversario dell'occupazione delle fabbriche: gli insegnamenti
- Myanmar (Birmania). Colpo di stato militare e "transizione democratica" sono due facce della stessa medaglia!
- Cina, India: precari in lotta
- Tunisia: giovani in rivolta
- Washington: giornata nera per il Campidoglio, casa-simbolo della democrazia americana
- Polonia. Contro la reazione clericale e i vicoli ciechi femministi
- Spagna. Viva i violenti di Linares.
- Nostri lutti
- Un programma : l'ambiente
- Errata corrige. A cinquant'anni dalla morte di Amadeo Bordiga.

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF; £ 12

l'Église et l'Église savait utiliser le POUP car elles partageaient le même objectif de conservation sociale et de maintien de l'ordre bourgeois : « *Dès que la contestation atteint un niveau jugé menaçant par le pouvoir, l'appareil suspend en priorité les attaques contre l'Église et commence même à en satisfaire les revendications les plus pressantes. Parallèlement, il demande à l'épiscopat de faire preuve de réalisme et donc d'appeler au calme et à la prudence, au compromis ou à l'entente avec les autorités, afin d'éviter ce désastre national majeur que serait une intervention directe de l'armée soviétique. En 1944-1946, en 1956-1957, en 1971 et en 1980-1981, l'épiscopat a répondu favorablement à ces ouvertures et il a tenté de jouer un rôle modérateur, sans abandonner pour autant ses exigences de principe* » (6)

Ce rôle est particulièrement vrai dans les années 1980, alors que l'Église participe activement à la contestation du pouvoir après les grandes grèves ouvrières.

Le pouvoir réprime l'opposition mais « *on accorde des permis de construire, de reconstruire ou d'agrandir les bâtiments de culte ; le tirage de la presse catholique a doublé, les séminaires vivent en paix, les pèlerinages prospèrent et il est rare qu'ils ne soient pas autorisés* » (6). Une fois de plus, l'Église est récompensée pour ses bons services. Et, « *contrairement à d'autres forces d'opposition, les catholiques jouissaient d'un statut particulier avec des organes de presse «relativement indépendants» à l'instar du titre Tygodnik Powszechny (dans lequel écrivait Karol Wojtyła [qui deviendra Pape en 1979 sous le nom de Jean-Paul II]). Avant 1989, il faut relever une part non négligeable des députés non communistes et catholiques dans la Diète polonaise* » (7)

Cette collaboration anti-prolétarienne est reconnue publiquement, en 1984, par le ministre Adam Topatka, chef de l'Office des cultes : « *On a jugé positivement l'engagement de l'Église catholique pour modérer les diverses tendances et actions extrémistes de ces dernières années* » (6)

Le chef de l'opposition, Walesa l'avouait également : « *L'Église nous conseille d'être toujours modérés, d'être conscients, de trouver des compromis... C'est nous qui modérons les gens. C'est grâce à nous qu'on ne tire pas sur le pouvoir, si le pouvoir n'a pas encore été rejeté... Sans nous, il y aurait déjà la révolte populaire. Et c'est d'ailleurs un pouvoir conscient des dimensions de la crise économique qui a permis, peut-être, la création de Solidarnosc, en sachant que nous jouions un rôle d'amortisseur raisonnable qui protégera même le pouvoir et le*

*Parti contre la colère populaire.* » (8)

C'est sans surprise que la bourgeoisie polonaise fera de l'Église un invité de choix à sa Table ronde qui permettra la transition démocratique en 1989.

### ... AU « GRAND COMPROMIS » DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Le rôle joué pendant la transition va permettre à l'Église d'élaborer un « compromis » avec le nouveau gouvernement dirigé par Solidarnosc.

Selon l'universitaire de gauche Agnieszka Graff « *Ce grand compromis avait deux principes essentiels et plusieurs dispositions complémentaires.*

*Premier principe : La IIIe République reconnaît à l'Église un monopole incontestable en ce qui concerne les valeurs. Ce domaine des valeurs est largement limité à l'éthique sexuelle : d'où la loi anti-avortement, la présence des symboles religieux dans l'espace public et l'hostilité à l'égard des communautés LGBT confirmée par l'État. L'Église a également décidé de facto de restreindre progressivement l'accès à la contraception [...]*

*Le second principe définit ce que l'Église doit faire en échange de sa position privilégiée. Son rôle était d'apaiser les troubles et les conflits qui accompagnaient les transformations systémiques.*

*D'une part, il s'agissait d'atténuer les sentiments nationalistes, de l'autre calmer le mécontentement social résultant de la transformation néolibérale. L'Église devait être une sorte de tampon permettant d'intégrer la Pologne au sein de l'Union européenne et d'y rester ensuite. [...]*

*Les dispositions complémentaires ont assuré, d'une part, la paix sociale (et donc la stabilité relative des gouvernements successifs) et, d'autre part, la sécurité du clergé. La disposition cruciale concernait le silence des femmes. On savait d'avance que toute manifestation de rébellion serait ridiculisée ou réprimée. [...]*

*Et enfin, une troisième disposition complémentaire [...] : l'impunité des prêtres responsables d'abus sexuels et des évêques qui les couvrent depuis de nombreuses années. En bref : la loi du silence autour de la pédophilie dans l'Église » (9).*

L'Église gardait donc son rôle de gardien de l'ordre bourgeois et en profitait pour augmenter son emprise sur la société ainsi que ses privilèges.

La transition démocratique polonaise s'est donc accompagnée d'une attaque frontale contre l'accès à l'avortement légal, baptisé « compromis sur l'avortement » (compromis entre les forces bourgeoises ennemies des femmes prolétaires). C'est ce compromis qui a abouti au fait que seuls 1

à 2 % des avortements soient pratiqués dans la légalité.

### PLEURNICHÉRIES DÉMOCRATIQUES ET FÉMINISTES FACE À L'OFFENSIVE CLÉRICALE

Les attaques contre l'avortement ont, heureusement, suscité de vives réactions avec des manifestations massives dans les principales villes.

Malheureusement, en sans surprise, ces mobilisations se sont faites au nom de la défense de la démocratie et/ou de la défense interclassiste des droits des femmes (bourgeoises comme prolétaires !)

Une association, « Grève générale des femmes », a été à la pointe de la contestation. Ses revendications se sont exprimées dans les manifestations à travers un large spectre de slogans : « *Nous voulons les pleins droits pour les femmes, l'avortement légal, l'éducation sexuelle, la contraception* » mais également « *Nous voulons un véritable Tribunal constitutionnel, une Cour suprême intégralement juste, un véritable Défenseur des droits civiques* », « *Nous voulons tous les droits humains* », « *Nous voulons un État laïc* », « *Défascisation de la vie publique* », « *Des médias publics qui soient une véritable source de savoir et d'information* » (10).

Derrière la défense de l'avortement, c'est toutes les illusions démocratiques qui pointent le bout du nez : une réforme et une démocratisation de l'État, le mythe de la liberté de la presse (bourgeoise!)...

Les communistes ne défendent pas la femme prolétaire sous le drapeau de la démocratie mais sous le drapeau rouge de la révolution sociale.

### LES COMMUNISTES ET LE DROIT À L'AVORTEMENT

Nous avons toujours été, sans hésitation et sans réserve, pour l'abolition de toute législation restrictive dans le domaine de la vie sexuelle et familiale, et donc pour un réel accès à l'avortement pour toutes.

Mais nous refusons de le faire au nom de la défense des « droits démocratiques » ou, pire, d'un droit individuel, car la reproduction de l'espèce n'est pas un problème personnel, de couple ou féminin. Ce n'est pas « l'affaire des femmes », ni l'affaire de « chaque femme ». Dans la société vers laquelle nous tendons la reproduction de l'espèce sera une affaire tout aussi collective et sociale que la production des biens matériels.

Nous refusons également de chercher une bonne législation pour « libérer » la femme (ou l'homme) dans le

( Suite en page 8 )

## Pologne ...

( Suite de la page 7 )

cadre de la société capitaliste. Il est illusoire de croire que sous le règne de la bourgeoisie, une loi, quelle qu'elle soit, puisse libérer véritablement qui que ce soit.

L'interdiction de l'avortement, tout comme les entraves au divorce ou les discriminations légales fondées sur le sexe ou l'orientation sexuelle sont des survivances prébourgeoises que la bourgeoisie perpétue pour diviser les prolétaires. Ce sont à la fois les instruments d'une aggravation de l'oppression du prolétariat et un écran qui cache les causes réelles de cette oppression. Ce rôle d'écran est entretenu par toutes les variantes de féminismes – du plus institutionnel au plus « révolutionnaire » – qui refusent de reconnaître que la cause de son oppression n'est pas l'absence de « droits », mais le capitalisme.

C'est pourquoi les communistes avancent la revendication immédiate d'un avortement libre et gratuit, donc accessible à toutes, car elle intéresse au plus haut point les prolétaires, femmes et hommes. Il faut lutter contre l'oppression sexuelle et procréative de l'État bourgeois, et il faut lier cette lutte à la lutte révolutionnaire pour le renversement de cet État, pour la dictature du prolétariat. Comme l'a montrée la législation familiale et sexuelle de l'État prolétarien en Russie, seule cette dictature est capable de libérer immédiatement les femmes et les hommes, producteurs et reproducteurs à la fois, des

contraintes qui ne découlent pas directement des rapports matériels de production et de reproduction. Et seule elle est capable d'attaquer et de détruire ces rapports de production capitalistes pour aller vers le communisme, où toute opposition et tout antagonisme entre l'individu et la société (et à plus forte raison entre les sexes et les genres) auront disparu. La reproduction de l'espèce concerne l'humanité tout entière, mais que seule une société sans classes, sans antagonismes ni contradictions internes, pourra la régulariser consciemment et l'adapter au niveau de ses possibilités croissantes. Cela implique d'ailleurs la dissolution de l'économie familiale et sa fusion, y compris les soins aux enfants et leur éducation, dans l'ensemble de l'activité sociale. C'est seulement dans une telle société que la planification de la reproduction, partie intégrante et essentielle de l'activité productive de l'humanité, pourra se réaliser sans contrainte et sans en appeler à la liberté de chaque femme.

(1) Constant Miklasz « La population polonaise: doctrines, politique et conflit religieux », *Population* (revue de l'INED), Vol. 15, No. 2 (1960), pp. 317-332

(2) Ewa Tartakowsky, « Le catéchisme dans l'enseignement scolaire en Pologne », [www.sciencespo.fr/ceri/fr/node/33304](http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/node/33304), février 2019

(3) Annie Lacroix-Riz « Le Vatican et la Pologne de 1945 à 1958 : Eglise persécutée ou vieille instrument contre les

frontières », communication au colloque La Pologne et l'Europe occidentale du Moyen-Age à nos jours, 28-29 octobre 1999, dir. Marie-Louise Pelus-Kaplan et Daniel Tollet, Instytut Historii UAM, Poznan-Paris, 2004, p. 141-171

(4) Albert-Paul Lentin « La situation du catholicisme polonais », *Esprit*, n° 186, janvier 1952, pp. 98-117

(5) Griot Witold, « Entre bouleversements idéologiques et recomposition des conflits : la sortie de guerre de la Pologne, 1944-1952 », *Les Cahiers Sirice*, 2016/3 (N° 17), p. 65-79

(6) Pomian Krzysztof. « Religion et politique en Pologne (1945-1984) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°10, avril-juin 1986, pp. 83-101.

(7) Anthony Favier « De nouveaux éclairages sur la fin du communisme et l'Église en Pologne », 7 Juillet 2020, [anthony.favier.over-blog.com/2020/07/de-nouveaux-eclairages-sur-la-fin-du-communisme-et-l-eglise-en-pologne.htm](https://anthony.favier.over-blog.com/2020/07/de-nouveaux-eclairages-sur-la-fin-du-communisme-et-l-eglise-en-pologne.htm)

(8) Discours de Lech Walesa lors d'une réunion du syndicat, cité dans Méryl Pique, « Bronislaw Geremek : portrait d'un visionnaire en politique », *Synergies Pologne*, numéro spécial, 2010

(9) <https://oko.press/jak-mlodzi-zerwali-wielki-kompromis-z-kosciolem-graff/>, 5 novembre 2020, traduction française parue dans Inprecor, « Les jeunes ont rompu le Grand Compromis avec l'Église », novembre-décembre 2020

(10) « Les femmes et les jeunes ont commencé une révolution culturelle en Pologne, Déclaration du Bureau exécutif de la IVe Internationale *Inprecor*, novembre-décembre 2020

## Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses opprimées palestiniennes!

( Suite de la page 1 )

des mouvements de révolte parmi les arabes israéliens. Constituant un peu plus de 20% de la population totale d'Israël, et occupant en général des emplois mal payés, ceux-ci ont été les plus durement touchés par la crise économique qui a provoqué une flambée du chômage et ils constituent une bombe sociale.

Tout a commencé par une mobilisation en soutien à des familles arabes de Jérusalem Est, menacées d'expulsion de leurs logements pour laisser la place à des colons. Les manifestations prenant de l'ampleur et se traduisant par des heurts avec la police et les colons, le Hamas s'est manifesté: il a tiré des missiles depuis la Bande de Gaza qu'il dirige, où 2 millions de Palestiniens survivent misérablement, enfermés dans un véritable camp à ciel ouvert soumis au blocus d'Israël et de l'Égypte. Son objectif est non seulement de prendre la

tête de la mobilisation, mais surtout, par sa démonstration de force, d'être reconnu par l'Etat hébreux et ses parrains impérialistes comme le représentant légitime des Gazaouites avec qui négocier; c'est pourquoi il a lancé plusieurs appels au cessez-le-feu.

Mais ce dont les dirigeants israéliens ont besoin, c'est d'un garde-chiourme docile et obéissant, d'un valet subordonné, pas d'un égal; c'est pourquoi ils ont entrepris de «punir» le Hamas, tuant deux chefs de sa branche militaire et détruisant des immeubles lui appartenant – tout en prenant soin de ne pas frapper la police palestinienne, indispensable au maintien de l'ordre. Ce sont les civils qui sont les principales victimes de ce sanglant gangstérisme.

Les Etats arabes ont depuis longtemps abandonné leurs déclarations platoniques de soutien aux Palestiniens, tandis que les impérialistes ont abandonné toute tentative de réfréner

les actions d'Israël, pilier fondamental de la présence impérialiste occidentale dans la région. La nouvelle administration américaine continue pour l'essentiel la politique de Trump (reconnaissance de l'annexion de Jérusalem, soutien indéfectible à Israël, etc.), et les Européens se contentent de communiqués mélancoliques. Le gouvernement français, suivant une pratique instaurée par l'ancien premier ministre socialiste Valls, a même interdit les manifestations pro-palestiniennes à Paris (décision soutenue par Anne Hidalgo), Strasbourg et Marseille!

Les prolétaires palestiniens sont seuls; ils ne peuvent compter ni sur les Islamistes du Hamas qui rêvent de vendre leur peau, ni sur ce qui reste des nationalistes, déjà vendus, ni sur le mirage évanoui d'accords de paix négociés internationalement. Mais ils ont des dizaines et des dizaines de millions de frères de classe dans la région et dans le monde qui ont le même ennemi – le capitalisme. Tôt ou tard ils entreront en lutte pour détruire ce système bourgeois et son meurtrier «ordre» impérialiste. La ré-



# L'impérialisme français sur de multiples fronts (2)

## A bas le Coup d'Etat militaire au Tchad !

Le 20 avril on apprenait la mort d'Idriss Déby, l'inamovible dictateur tchadien, à la suite de blessures reçues en combattant une colonne de rebelles (1), et en même temps la prise du pouvoir par un «Comité militaire de transition» regroupant une quinzaine de hauts gradés et dirigé par l'un de ses fils, Mahamat Idriss Déby, chef de la Garde présidentielle. Le CMT décrétait la dissolution du Parlement et d'autres institutions gouvernementales, la fermeture des frontières, l'imposition d'un couvre-feu et le déploiement des soldats dans les rues de la capitale tchadienne, N'Djamena – tout en jurant qu'il organiserait dans 18 mois des élections «libres et transparentes».

Idriss Déby venait juste d'être proclamé vainqueur avec près de 80% des voix d'une élection présidentielle, ou par précaution les opposants n'avaient pas été autorisés à se présenter...

Quelques jours plus tard, à l'occasion des obsèques de l'ancien président, Macron venait en personne adouber les nouvelles autorités, alors que les médias en France s'inquiétaient des conséquences de la disparition d'un des acteurs-clés du dispositif «anti-terroriste» au Sahel, en raison du rôle joué par l'armée tchadienne dans le combat contre les «djihadistes». Le quartier général de l'opération militaire française dans la région dite «Barkhane» se trouve précisément à N'Djaména.

### RÉPRESSION SANGLANTE

La prise du pouvoir par le CMT ne s'est pas passée sans réactions. Malgré les intimidations du CMT, l'opposition a appelé à des manifestations de protestation contre le nouveau pouvoir et contre le soutien français à celui-ci. Les revendications de ces partis bourgeois sont on ne peut plus modérées; «pour un dialogue vraiment inclusif» était l'un des slogans des manifestations, l'objectif affiché étant la formation d'un «Gouvernement de transition d'union nationale». L'un des organisateurs appelait même les forces de l'ordre à encadrer les manifestations!

Rien n'y a fait: la répression le 27 avril des manifestants pacifiques par les militaires a fait une dizaine de morts et des dizaines de blessés dans la capitale et dans la ville de Moundou; des centaines de manifestants ont été arrêtés. Cela n'a pas empêché la coordination de l'opposition «Wakit Tama» («Le moment est arrivé»), regroupant syndicats, associations et partis d'opposition, de continuer à appeler à manifester. Le 8 mai des rassemblements interdits mais que le CMT annonçait tolérer dans la capitale ont encore été violemment réprimés, la police n'hésitant pas parfois à tirer à balles réelles. Il y aurait eu une dizaine de blessés et une quinzaine d'arrestations, ainsi qu'une quarantaine d'autres en province selon Wakit Tama.

Le gouvernement français a «fermément» condamné cette sanglante répression, mais cela ne trompe personne: il continue et continuera à soutenir le régime quel que soit ses crimes comme il l'a fait pour les régimes précédents.

Wakit Tama, alliance hétéroclite de partis bourgeois, de syndicats collaborationnistes (UST) et d'associations démocratiques diverses est bien incapable de proposer une perspective d'amélioration réelle du sort des masses et des prolétaires du Tchad. Elle a été d'ailleurs affaiblie par le départ d'une de ses composantes les plus importantes, l'UNDR, parti d'un des opposants les plus connus qui a accepté de participer le 2 mai au nouveau gouvernement après avoir «reconnu l'autorité» du CMT qu'il dénonçait la veille. Seul le renversement de l'ordre capitaliste et impérialiste, dans le cadre de la révolution prolétarienne internationale pourra apporter un changement radical à la situation des exploités tchadiens.

### UN COUP D'ETAT POUR MAINTENIR LA DOMINATION IMPERIALISTE FRANÇAISE

Lors de sa venue à N'Djaména le 23 avril Macron a affirmé que «la France défendra l'intégrité et la stabilité du Tchad». Cet Etat pauvre, très étendu mais largement désertique et faiblement peuplé (un peu plus de 15 millions d'habitants) et largement agricole (80% de la population active travaille à la campagne) occupe une position stratégique dans cette partie de l'Afrique: c'est elle, et non ses maigres richesses (coton, pétrole) qui explique les nombreuses interventions militaires françaises, commençant dès l'indépendance en 1960 sous de Gaulle et se continuant jusqu'à aujourd'hui. Idriss Déby a renversé il y a 30 ans avec l'aide des services spéciaux français, le sanglant dictateur Hissène Habré qui avait trahi la confiance de Paris en se rapprochant des Etats Unis (2).

Depuis lors il a joui du soutien presque sans failles de l'impérialisme français; le Tchad constitue en effet un pilier du dispositif militaire français, et son armée est sans aucun doute la plus fiable et la plus aguerrie aux côtés des militaires français. Elle a fait ses preuves au Mali et elle est engagée sur divers théâtres d'opération. Et tant pis si la soldatesque tchadienne commet des exactions et de viols sur les populations civiles (3)...

Il y a 2 ans des bombardements d'avions français avaient sauvé le régime en stoppant une avancée de rebelles sur N'Djaména; cette fois-ci il ne

### Palestine ...

volution prolétarienne internationale mettra alors définitivement fin à toutes les oppressions, toutes les injustices, tous les massacres du capitalisme.

La solidarité réelle ici avec les Palestiniens comme avec les autres victimes de l'oppression et de l'exploitation, l'opposition aux crimes commis par l'Etat hébreux, ne consiste pas seulement à dénoncer le soutien à cet Etat qui maintient par la violence et la terreur son domination sur des millions de Palestiniens.

Elle consiste aussi et surtout à travailler à la **prise de la lutte de classe anticapitaliste**, dans la perspective de renverser «notre» bourgeoisie et son Etat – et pas à essayer de les convaincre de changer de politique!

14/05/2021

**Notre site Internet :**  
www.pcint.org  
**Adresse e-mail :**  
leproletaire@pcint.org

### Proletarian N° 17 (Spring 2021)

- January 6, 2021, Washington: a dark day for the Capitol
- *On the Thread of Time*. To dot the I's and cross the T's
- Myanmar. Military coup and «democratic transition» are two sides of the same coin!
- Terrible surge in murder in the United States
- United States: No to the legal assassination of Mumia Abu-Jamal!
- Pandemic, Economic Crisis and Class Struggles in India
- Paraguay: Proletarian revolt against the capitalist management of the pandemic
- Beirut: Capitalism is the murderer!
- Electoral farce, repression and strikes in Belarus
- Moroccan troops, out of the Western Sahara!
- France: After the murder of Samuel Paty, No the National Union!
- France: Police brutality

One copy: 1,5€, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5

( Suite en page 10 )

## L'impérialisme français...

( Suite de la page 9 )

semble pas qu'ils soient directement intervenus, mais les rebelles ont néanmoins dénoncé les renseignements fournis aux troupes tchadiennes par des vols de reconnaissance de drones et d'avions français.

D'autre part il n'y a aucun doute que la constitution du CMT ait été décidé en accord étroit avec les militaires français présents sur place, qui doivent sans doute «conseiller» le nouveau régime : le coup d'Etat a fondamentalement pour but le maintien de la domination française.

Les autorités françaises prétendent sans doute que leur présence militaire et l'ingérence continue dans les affaires du pays sont un facteur de «stabilité»: mais il s'agit de la stabilité de la **domination impérialiste** tricolore, dont les premières victimes sont les masses pauvres et les prolétaires du pays, saignés pour financer les dépenses militaires et soumis à l'arbitraire et à la rapacité des clans bourgeois au pouvoir, ainsi que des sociétés impérialistes ; ce n'est pas par hasard que les manifestants s'en sont pris à des sociétés françaises comme Total...

Les prolétaires et les masses du Tchad ont besoin de la solidarité des prolétaires des pays impérialistes, solidarité qui pour ne pas rester lettre morte devra se traduire dans la lutte ouverte contre les crimes de «leur» bourgeoisie, de «leur» Etat, autrement dit dans la reprise de la lutte de classe révolutionnaire contre le capitalisme.

**A bas le coup d'Etat ! Impérialisme français hors du Tchad et hors d'Afrique!**

**Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses exploitées du Tchad!**

**Pour la reprise de la lutte de classe internationaliste et internationale!**

10/05/2021

(1) Les FACT, un groupe armé qui combattait aux côtés du général libyen Haftar lors de sa tentative de conquête de Tripoli. Après l'échec de celle-ci, il a tenté un coup de force au Tchad.

(2) «Hissène Habré a joué, dans notre dos, avec les Américains et c'est en sortant [d'un entretien avec lui -NDR] que j'ai décidé de l'éliminer», déclaration de l'ancien chef des services secrets français, fier de ses états de service au profit de la domination impérialiste française. Rien n'a changé depuis ni ne changera sous le soleil de l'impérialisme. cf RFI, 24/9/2016.

(3) Des soldats tchadiens ont été convaincus de viols et autres agressions au Niger. Cf *Le Monde*, 12/4/21

## Sénégal :

**Ce n'est pas la démocratie  
que doivent défendre les prolétaires,  
mais leurs intérêts de classe !  
Contre toutes les cliques bourgeoises,  
contre l'impérialisme et le chauvinisme:  
Lutte de classe !**

Le Sénégal, « bon élève » de la démocratie en Afrique de l'Ouest et une des places fortes de l'impérialisme français sur le continent, est secoué depuis plusieurs jours par de violentes émeutes. Le pouvoir a répondu aux manifestations, contre l'arrestation de l'opposant Sonko, par une sanglante répression : ses troupes, secondées par des nervis casqués et armés de gourdins, ont à plusieurs occasions tiré à balles réelles sur les manifestants. Selon les médias la répression des manifestations dans différentes villes jusqu'au 6 mars avait fait « au moins » 6 morts. Seules les chaînes de télévision proches du pouvoir ont été autorisées à émettre (et elles sont devenues la cible des émeutiers), le pouvoir a instauré des restrictions à l'internet, etc., interdit pendant un mois toute manifestation et tout rassemblement (au nom de la lutte contre la pandémie !).

Les manifestations se sont accompagnées d'actes de pillage qui ont visé en particulier les intérêts des entreprises françaises, symboles de la domination impérialiste.

Bien entendu, le traitement médiatico-politique des manifestations en France a insisté sur les pillages et n'a pas eu le même ton indigné vis-à-vis des autorités que lors des manifestations en Biélorussie ou en Birmanie.

### UN PAYS SOUS LA DOMINATION DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

La France est encore fortement présente en Afrique de l'Ouest que ce soit au niveau économique ou par la présence militaire.

La dernière base française au Sénégal a été fermée en 2010 mais selon le ministère français des Armées : « Depuis le 1er août 2011, suite au traité signé entre la France et le Sénégal, les 400 militaires et civils des éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un «pôle opérationnel de coopération» à vocation régionale. Les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération militaire régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée. » (1) La base a officiellement disparu mais des troupes sont stationnées à proximité du principal aéroport du pays dans une base qui n'en est pas officiellement une...

L'impérialisme français peut ainsi toujours utiliser le Sénégal qui reste intégré à son dispositif militaire de surveillance et d'intervention.

Dans l'économie, la présence française est également très forte comme dans toute l'Afrique de l'Ouest. Dans cette région, on retrouve une large part des multinationales françaises : LVMH,

Bouygues, Bolloré, Pinault, Bureau Veritas, CMA-CGM, Lafarge, Total, Vinci, Véolia, BNP Paribas, Natixis, Crédit Agricole, Accor, Gaz de France, Michelin, Orange, Air France, les groupes Castel et Compagnie Fruitière dans l'agroalimentaire...

Cette présence au Sénégal est favorisée par l'actuelle présidence. C'est ce que dénonce par exemple un opposant : « le président Macky Sall semble marcher à merveille dans le sillage de ces gérants des entreprises de l'Occident en général et de la France en particulier. Après entre autres – tant la liste est longue - les louanges des bienfaits du franc CFA pourtant combattu féroce par de nombreux militants patriotes et panafricains pour ses effets nocifs sur les économies des pays où il a cours ; l'octroi scandaleux à Total d'un contrat d'exploitation de pétrole ; la signature complaisante d'un autre contrat très onéreux pour la construction du TER qui est encore à quai, enseveli dans la poussière ; la gestion peu bénéfique pour le pays de l'autoroute à péage confiée à Eiffage, les imixtions fréquentes et irrespectueuses des différents ambassadeurs français dans nombre de nos affaires internes ces dernières années, etc. » (2)

L'Afrique de l'Ouest appartient donc encore au « pré carré » français même si celui-ci est fragilisé par la rapacité de ses concurrents, en particulier avec la montée en puissance chinoise et russe. L'impérialisme français est donc un acteur important de la crise

actuelle, même s'il demeure pour l'instant tapi dans l'ombre.

### **DERRIERE L'AFFRONTMENT ENTRE CLIQUES BOURGEOISES, LE SPECTRE DE LA COLERE SOCIALE**

Selon le quotidien français *Le Monde*, « *L'arrestation, mercredi, de M. Sonko, troisième de la présidentielle de 2019 et pressenti comme un des principaux concurrents de celle de 2024, a provoqué la colère de ses partisans, mais aussi, disent de nombreux Sénégalais, porté à son comble les frustrations suscitées par les conditions de vie depuis la pandémie de Covid-19. Dans la foule, beaucoup expriment leur ressentiment contre le président Macky Sall.* » (3).

La situation des classes laborieuses au Sénégal est dramatique (4). Les salaires sont très bas : pour ceux qui disposent d'un emploi fixe, le salaire mensuel moyen est officiellement de 145 euros par mois et le salaire minimum de 90 euros ; mais 30% des travailleurs touchent moins de 55 euros par mois. Le taux de chômage était officiellement de 16,9% fin 2019, mais un rapport de l'OIT publié à l'automne dernier donnait le chiffre de 48% ! Selon la Banque Africaine de Développement, le nombre de chômeurs et de travailleurs précaires dépasse les 70% ; le taux de chômage est particulièrement élevé parmi les diplômés : les promesses de Mack Sall de créer plus d'un million d'emplois après son élection se sont envolées sans laisser de traces.

Dans cette situation où les petits boulots précaires sont pour beaucoup le seul moyen de survivre, les mesures de couvre-feu décidées par le gouvernement pour combattre la Covid ont été désastreuses pour les masses pauvres. Elles avaient déjà suscité des émeutes au mois de juin.

C'est cette situation de profonde misère économique et sociale dans le cadre de la domination impérialiste qui nourrit la contestation utilisée par les démagogues bourgeois, à commencer par Sonko: « *Il fait souvent mouche en dénonçant l'endettement de l'Etat, la pauvreté, l'insécurité alimentaire ou encore les systèmes sanitaire et éducatif en ruines* » et « *Sans complexe vis-à-vis des Français ou des Américains, Ousmane Sonko veut renégocier les contrats avec les multinationales et prône une sortie «responsable et intelligente» du franc CFA, perçu comme un symbole postcolonial* » (5).

Pour soutenir ses ambitions, Sonko dispose de son parti : le PASTEF, « *Patriotes du Sénégal pour le Travail, l'Ethique et la Fraternité* », « *fondé en janvier 2014 par des jeunes cadres de l'administration publique sénégalaise, du*

*secteur privé, des professions libérales, des milieux enseignants et des hommes d'affaires qui, pour la plupart, n'ont jamais fait de la politique* » (6).

### **LA DEMOCRATIE SENEGALAISE SE BLINDE**

En Afrique, le Sénégal « *fait traditionnellement bonne figure démocratique avec son retour précoce au pluralisme politique encadré (1976), puis libéralisé (1983), sa liberté de la presse et ses deux alternances de 2000 et 2012. Les réalités institutionnelles sont, cependant, souvent moins reluisantes que l'image de vitrine démocratique entretenue par la presse internationale.* » (7)

En réalité le régime a toujours fait tomber son masque démocratique lorsqu'il se sentait menacé. La tension sociale augmentant, le pouvoir manie de nouveau la trique contre les masses et même contre les démagogues qui veulent s'appuyer sur le mécontentement général. Comme ailleurs, la démocratie se blinde avec « *une réforme de la loi électorale qui a suscité le courroux de l'opposition. De fait, celle-ci durcit les conditions de parrainage requises pour briguer le fauteuil présidentiel, pouvant laisser croire à une tentative d'écarter tout challenger* » et « *d'autres dérives, bien réelles : depuis 2012, nombre d'opposants ont séjourné en prison pour les motifs les plus divers, et les deux principaux adversaires du président sortant (Karim Wade et Khalifa Sall) ont fait l'objet de condamnations sujettes à polémique. Les manifestations sont régulièrement interdites par la préfecture de Dakar et l'organisation des dernières législatives a été marquée par des manquements évidents de la part d'un ministère de l'Intérieur aux mains du parti au pouvoir (l'Alliance pour la République, APR).* » (8)

Cette démocratie trouve pourtant de fidèles larbins dans les partis « socialistes » et « communistes ».

### **« SOCIALISTES » ET « COMMUNISTES », FIDELES SOUTIENS DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE**

Fidèles à leur haine de la contestation sociale et de la révolte, le Parti Socialiste (membre de l'Internationale Socialiste) et le Parti de l'indépendance et du travail (PIT), lié au PCF (9), ont une nouvelle fois montré leur caractère fondamentalement contre-révolutionnaire.

Le PS dénonce des « *forces obscurantistes et déstabilisatrices qui s'attaquent à notre pays* », « *exprime son soutien total aux forces de défense et de sécurité qui font tout pour ramener l'ordre* » et « *réaffirme son soutien indéfectible au Chef de l'Etat, le Prési-*

*dent Macky Sall* ». (10)

Le PIT dénonce une « *conspiration* » étrangère, « *les «pro démocratie», inventés de toute pièce par les grandes puissances occidentales, et véhiculés par leurs médias et leurs organisations de « Défense de la Démocratie et des droits de l'homme»* » et les « *»pro démocratie» et les salafistes [qui] ont décidé de déclencher leur mouvement de déstabilisation du Sénégal* ». Il présente le Sénégal comme « *une référence d'Etat démocratique, respectueux des droits et libertés de ses citoyens* » et appelle « *les patriotes, républicains, et démocrates, du Sénégal, au pays et dans la diaspora, [à] barrer la route aux djihadistes et aux velléités indépendantistes en Casamance* » (11).

Tout cela se passe de commentaires !

### **UNE « EXTREME » GAUCHE A LA PERPETUELLE RECHERCHE D'UN PARRAIN BOURGEOIS**

Les trotskistes et les maoïstes ont été fragilisés au début du siècle par leur soutien à la droite libérale. D'après les trotskystes de la IVe Internationale, ils avaient construit un parti « large » en 1991 : And-Jef/PADS (parti africain pour la démocratie et le socialisme), « *organisation issue de la fusion de trois groupes d'extrême gauche: And-Jef (Agir ensemble, d'origine maoïste), l'Union démocratique populaire (UDP, elle aussi d'origine maoïste) et notre section sénégalaise, l'Organisation socialiste des travailleurs* » (12).

A l'élection présidentielle de 2000, une grande partie de l'« extrême » gauche participa à la coalition de la droite libérale contre le « socialiste » Abou Diouf dans un « *pôle de la gauche [...] composé des partis suivants : Ligue démocratique/Mouvement pour le parti du travail (LD/MPT), Parti de l'indépendance et du travail (PIT), And Jef/ Parti africain pour la démocratie et le socialisme (AJ/PADS), Mouvement pour le socialisme et l'unité (MSU), Union pour la démocratie et le fédéralisme (UDF/Mbolomi).* » (13)

A la suite de la défaite de Diouf, And Jéf participa « *de 2000 à 2007 sans interruption, à la gestion des affaires du pays dans un gouvernement à dominante libérale où il a compté jusqu'à quatre ministres dans le cadre d'une coalition de majorité présidentielle autour de Wade* » (14).

A la fin des années 2000, le parti s'est scindé en deux. Un de ses héritiers, And Jéf/PADS Authentique, était encore lors de la dernière présidentielle le membre de la coalition Bby dirigée par Macky Sall (15).

Ces dernières années, un nouveau

( Suite en page 12 )

## Sénégal ...

( Suite de la page 11 )

courant « révolutionnaire » est apparu : le « Front pour une Révolution Anti-impérialiste Populaire et Panafricaine » (FRAPP). Il se présente comme « *déterminé à continuer le combat contre le système néocolonial managé depuis l'Élysée* » (16). Il en appelle à « *l'intérêt supérieur de la paix civile et de la construction nationale* » et à « *s'attaquer à tous ces virus malfaisants, nuisibles à notre indépendance nationale, à la souveraineté de notre peuple, à la libération et à l'unité de notre continent, à son développement endogène durable et à son essor politique, économique, social, scientifique, sanitaire, culturel ou autre* » (17).

Ce FRAPP s'est allié au démagogue bourgeois Sonko « *dans la lutte contre l'arbitraire, l'injustice, le recul démocratique, les persécutions, et l'agression des libertés fondamentales* » (18).

Cette coalition électorale avec des forces intégralement bourgeoises a reçu le soutien des trotskystes français du NPA qui présentent le PASTEF nationaliste bourgeois comme « *l'expression politique d'une alternative au maintien d'un système qui asservit le pays aux intérêts économiques et militaires de la France dans la région [qui] se bat pour que le peuple sénégalais récupère ses richesses naturelles et ait un développement économique et social rompant avec le néocolonialisme et le Franc-CFA/eco.* » (19). Trotsky dénonçait avec vigueur comme une trahison des positions de classe prolétariennes ce genre d'alliances, à l'époque dites de « Front populaires » ; mais il y a bien longtemps que les trotskystes actuels ont renié les positions de classe !

Les pseudo « révolutionnaires » d'aujourd'hui poursuivent sur la lancée de leurs aînés : toujours prêts à se mettre au service des forces bourgeoises au nom de la démocratie ou du nationalisme...

### CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS ! CONTRE LA DEMAGOGIE NATIONALISTE ! CONTRE TOUTES LES CLIQUES BOURGEOISES !

La bourgeoisie impérialiste française est une ennemie des prolétaires au Sénégal comme en France.

En France, il est du devoir des communistes et du prolétariat de dénoncer sans relâche l'exploitation de l'Afrique par « leur » impérialisme, de revendiquer le retrait des intérêts français (à commencer par les troupes d'occupation) et l'arrêt du soutien aux régimes qui saignent les travailleurs et les peuples d'Afrique. Cela ne peut se faire que sur

des bases de classe, bien loin des théories « décoloniales » qui veulent effacer les frontières entre les classes pour en bâtir d'artificielles entre « racisés » (prolétaires, petits bourgeois et bourgeois, tous ensemble) et détenteurs du « privilège blanc » (prolétaires, petits bourgeois et bourgeois mis dans le même sac).

Au Sénégal et en Afrique, les prolétaires doivent affronter la domination impérialiste tout en combattant les capitalistes et les Etats locaux, tout aussi rapaces. Il est indispensable que cette lutte, pour qu'elle soit victorieuse, soit menée sur des bases indépendantes de classe contre toutes les « unions nationales » et les fronts « anti-impérialistes ».

Là-bas comme ici, les prolétaires ont le même ennemi et la même lutte anticapitaliste à mener. Les bourgeois en sont pleinement conscients, les prolétaires le deviendront.

Dans leur lutte vitale contre la misère, l'oppression et l'exploitation capitalistes, et face à la répression sanglante d'un régime soutenu par l'Etat français, les prolétaires et les masses sénégalaises ont un besoin pressant de la solidarité des prolétaires de France et d'Europe, une solidarité de classe avec les prolétaires des pays sous domination de l'impérialisme qui doit culminer dans la reprise de la lutte de classe révolutionnaire contre le capitalisme.

### Solidarité avec les prolétaires et les masses du Sénégal en lutte !

#### Non au soutien au régime meurtrier de Macky Sall !

#### Arrêt de la coopération, notamment militaire et sécuritaire, avec lui ! Retrait des troupes françaises !

#### Impérialisme français hors d'Afrique ! Vive la lutte prolétarienne internationale !

7/03/2021

(1) [www.defense.gouv.fr/operations/afrique/afrique-de-l-ouest/senegal/dossier/les-elements-francais-au-senegal](http://www.defense.gouv.fr/operations/afrique/afrique-de-l-ouest/senegal/dossier/les-elements-francais-au-senegal)

(2) Bosse Ndoye « Macky Sall, gérant des intérêts français au Sénégal », [www.senepius.com/opinions/macky-sall-gerant-des-interets-francais-au-senegal](http://www.senepius.com/opinions/macky-sall-gerant-des-interets-francais-au-senegal)

(3) [www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/05/le-senegal-en-proie-a-des-affrontements-d-une-ampleur-inconnue-depuis-plusieurs-annees\\_6072148\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/05/le-senegal-en-proie-a-des-affrontements-d-une-ampleur-inconnue-depuis-plusieurs-annees_6072148_3212.html) 5 mars 2021

(4) C'est ce que décrit l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI), liée à Lutte Ouvrière : « *la misère, loin de diminuer, ne fait que s'aggraver dans le pays. Le chômage frappe de plus en plus de jeunes en âge de travailler.*

*Même ceux qui ont la chance d'avoir un petit travail n'arrivent pas à faire vivre leur famille, car les salaires sont très bas et le peu qu'ils gagnent est grignoté par la hausse incessante du coût de la vie. Le prix des denrées, des loyers, du transport, de même les dépenses liées à la scolarisation des enfants ne cessent d'augmenter, alors que les revenus des travailleurs, des petits paysans et des petits artisans ne suivent pas ». Le Pouvoir aux travailleurs, octobre 2020*

(5) « Ousmane Sonko, l'opposant dont l'arrestation enflamme le Sénégal » <https://information.tv5monde.com/info/ousmane-sonko-l-opposant-dont-l-arrestation-enflamme-le-senegal-399131?amp>

(6) [pastef.org](http://pastef.org)

(7) Etienne Smith « Présidentielle au Sénégal, les faux semblants d'une « démocratie modèle », 4 mars 2019, <https://theconversation.com/présidentielle-au-senegal-les-faux-semblants-dune-démocratie-moèle-112776>

(8) Mehdi Ba « Le Sénégal est-il une dictature qui s'ignore ? », <https://www.jeuneafrique.com/mag/557589/politique/le-senegal-est-il-une-dictature-qui-signore/> 15 mai 2018

(9) Voir l'intervention d'un de ses dirigeants à un Conseil national du PCF [www.pcf.fr/intervention\\_de\\_samba\\_sy](http://www.pcf.fr/intervention_de_samba_sy)

(10) [www.dakaractu.com/manifestations-au-senegal-le-parti-socialiste-denonce-vigoureusement-la-situation-insurrectionnelle-judicieusement\\_a200603.html](http://www.dakaractu.com/manifestations-au-senegal-le-parti-socialiste-denonce-vigoureusement-la-situation-insurrectionnelle-judicieusement_a200603.html)

(11) Ibrahima Sène « Pourquoi le Sénégal est subitement considéré comme une « Dictature » ? », [senego.com/pourquoi-le-senegal-est-subitement-considere-comme-une-dictature-ibrahima-sene\\_1236381.html](http://senego.com/pourquoi-le-senegal-est-subitement-considere-comme-une-dictature-ibrahima-sene_1236381.html), 5 mars 2021

(12) Livio Maitan « La Quatrième Internationale, 60 ans d'analyses et de combats » [www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com\\_sectionnav&view=article&Itemid=53&id=732](http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_sectionnav&view=article&Itemid=53&id=732), 21 Juillet 2001

(13) Diop Momar Coumba, Diouf Mamadou, Diaw Aminata, « Le baobab a été déraciné. L'alternance au Sénégal », Politique africaine, 2000/2 (N° 78), p. 157-179. DOI : 10.3917/polaf.078.0157. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-2-page-157.htm>

(14) Bougouma Mbaye « Unification de la gauche au Sénégal : La longue marche (1914 – 2012) », [www.pambazuka.org/fr/governance/unification-de-la-gauche-au-s/C3/A9n/C3/A9gal-la-longue-marche-1914-E2/80/93-2012](http://www.pambazuka.org/fr/governance/unification-de-la-gauche-au-s/C3/A9n/C3/A9gal-la-longue-marche-1914-E2/80/93-2012), 14 octobre 2013

(15) [www.dakaractu.com/And-Jef-PADS-Authentique-Nous-restons-dans-la-coalition-Bby-mais-cela-ne-nous-empeche-pas-d-avoir-des-ambitions\\_a197056.html](http://www.dakaractu.com/And-Jef-PADS-Authentique-Nous-restons-dans-la-coalition-Bby-mais-cela-ne-nous-empeche-pas-d-avoir-des-ambitions_a197056.html)

(16) Déclaration du 26 février 2021

## La Colombie brûle-t-elle?

Fin mars, nous avons souligné l'énorme tension sociale qui régnait dans ce pays (1). Déjà en septembre la capitale Bogota avait été secouée par des émeutes après le meurtre d'un manifestant par la police, dont l'arrestation brutale avait été diffusée sur les réseaux sociaux : la répression avait alors fait 16 morts et des dizaines de blessés par armes à feu.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que cette tension éclate à nouveau, pour que le volcan entre en éruption.

Le 28 avril, des dizaines d'organisations sociales et syndicales ont appelé à une grève nationale de 24 heures. L'appel a été massivement suivi ; les marches et les manifestations, qui ont eu lieu en dépit d'une décision de justice les interdisant, ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes ; elles ont été parfois pacifiques mais le plus souvent violentes. Il y a eu des assauts et des pillages de grands magasins et de grandes enseignes, des incendies de bus, des affrontements avec la police pendant de longues heures,

avec le nombre habituel de blessés et d'arrestations. Tout au long de la nuit, alors que le couvre-feu était décrété par le gouvernement, des «cacerolazos» (concerts de casseroles) ont retenti dans tout le pays.

Les manifestations et affrontements ont continué spontanément les jours suivants, le gouvernement déployant le 3 mai l'armée dans les villes. La répression aurait fait à ce jour au moins 37 morts et 800 blessés, la police tirant notamment dans la ville de Cali à balles réelles contre les manifestants, ainsi que 379 disparus selon des ONG depuis le premier mai. Les ONG ont aussi dénoncé des agressions sexuelles commises par les policiers.

De leur côté les dirigeants syndicaux condamnaient le 28/4 «l'usage disproportionné de la force» (sic !) par la police et les brigades anti-émeutes (ESMAD) ainsi que les actes de violence et les pillages en affirmant qu'ils n'étaient pas l'œuvre des manifestants...

### LES RAISONS DE LA COLÈRE

Ce qui a fait éclater la colère de vastes secteurs de la population est l'augmentation prévue des impôts dans la nouvelle réforme fiscale qui exempte presque entièrement les secteurs qui profitent le plus de cette société notamment une poignée de groupes «oligarchiques» prospères. En Colombie, le clan de l'ancien président Uribe Vélez (sous le coup d'accusations de la Cour suprême pour corruption et pour son rôle dans les massacres commis lors de sa mandature), mentor du président actuel, en est l'un des plus puissants (2). La nouvelle réforme, la troisième jusqu'ici depuis le début du mandat Duque, pompeusement appelée la «Loi de solidarité durable», ne taxe la grande bourgeoisie qu'à 1% ou 2%, mais elle touche durement des millions de travailleurs qui, jusqu'à présent, étaient dispensés de déclarer leurs maigres revenus. Parmi les points de cette nouvelle réforme, il y a l'augmentation de la TVA, la création d'une taxe de 20% sur les services et les produits de première nécessité tels que l'eau, l'électricité, le ramassage des ordures, le gaz, etc. et qui touchent l'ensemble de la population, petite bourgeoisie y compris, mais en particulier les plus pau-

vres, déjà soumis à une terrible crise économique depuis des années.

Mais la liste des mécontentements et des revendications est longue, parmi lesquels la gestion sociale désastreuse ou inexistante de la pandémie, alors que la réforme fiscale a été présentée comme nécessaire pour financer la lutte contre elle (3). La Colombie est le troisième pays le plus touché d'Amérique Latine, après le Brésil et l'Argentine. Selon le site espagnol «La Tercera» :

«... depuis le 19 avril, le pays fait état de plus de 400 décès par jour [pour une population de 50 millions d'habitants-NDR]. De plus, les hôpitaux font face à un taux d'occupation des lits en unité de soins intensifs (USI) supérieur à 80%, une augmentation considérable par rapport aux 61% enregistrés début avril ».

Le gouvernement n'a pas hésité à utiliser cette situation tragique dont il porte la responsabilité pour tenter de dissuader les manifestants : un porte-parole du gouvernement, à la veille des manifestations, a menacé d'envoyer en prison ceux qui allaient sortir pour protester, sous la tristement célèbre accusation de «mettre en danger la vie d'autrui», ou bien de faire respecter les règles de «distanciation sociale» dans les marches. Mais «le gouvernement est plus dangereux que le virus !» «les réformes sont plus effrayantes!», répondront les manifestants le lendemain, désobéissant aux «conseils» que le gouvernement a lancé aux masses appauvries, à ses provocations et son chantage.

Cependant la cause profonde de la colère est la dégradation des conditions sociales, y compris parmi les couches petites bourgeoises. La crise économique a entraîné une augmentation du chômage : les dernières statistiques publiées donnent un taux de chômage de 14% en mars, mais ce chiffre ne prend pas en compte le secteur informel, le premier touché par les pertes d'emploi : il

occupe pourtant plus de 66% de la main d'œuvre ! Les prolétaires travaillant dans le secteur informel n'ont pas de protection sociale pour ce qui concerne le chômage, la santé, les droits à la retraite, etc., sans parler du respect du salaire minimum : une exploitation vraiment bestiale ! Rien d'étonnant si le taux de pauvreté est passé à 42,5% de la population et celui de la «pauvreté extrême» (état qui ne permet pas de couvrir les besoins élémentaires en nourriture, soins médicaux, etc.) s'est élevé à plus de 15%. Le pays avait déjà été connu une grève générale et une forte mobilisation prolétarienne en novembre 2019 contre les mesures d'austérité gouvernementales, avant qu'elle soit stoppée par les mesures contre la pandémie.

D'autres raisons de la grève ont été les violations du traité de paix entre les guérilleros Farc-Fln et le gouvernement national de l'ancien président J.M. Santos, signé à La Havane en 2016 : depuis cette date on enregistre un bilan macabre de plus de 450 (52 depuis le début de cette année) signataires et d'autres militants sociaux assassinés par des milices patronales paramilitaires. Selon la «Juridiction spéciale pour la paix en Colombie», au cours des 6 premières années du mandat d'Uribe, l'armée colombienne a à son triste crédit le chiffre impressionnant de 6 402 civils tués...

Pour toutes ces raisons, et en dépit de la pandémie, à partir de 5 heures du matin le 28 avril, une heure après le déclenchement dans tout le pays, des villes comme Cali et Bogotá enregistreraient déjà de fortes manifestations y compris avec des blocages. En milieu de matinée, les indigènes Misak ont démolé la statue du conquistador Sebastián de Belalcázar à Cali, la ville où les affrontements ont été les plus violents de tout le pays. À Cúcuta, la capitale du Norte de Santander, les journées de protestation ont commencé tôt. Les manifestants

<https://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/senegal/article/front-pour-une-revolution-anti-imperialiste-populaire-et-panafricaine-frapp>

(17) Déclaration du 24 février <https://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/senegal/article/mettre-fin-a-la-chasse-a-l-homme-aux-arrestations-arbitraires-et-a-la-dictature>

(18) [www.senepius.com/politique/frapp-france-degage-et-pastef-dakar-comptent-marcher-vers-le](http://www.senepius.com/politique/frapp-france-degage-et-pastef-dakar-comptent-marcher-vers-le)

(19) «Soutien à l'opposition démocratique, au PASTEF et aux droits de Ousmane Sonko contre la répression de l'État sénégalais», lundi 22 février 2021

# La Colombie brûle-t-elle?

( Suite de la page 13 )

dénonçaient en particulier la recrudescence de la violence et des meurtres dans cette région frontalière. Dans certaines municipalités comme Entrerrios et Santa Rosa de Osos, il y a eu des manifestations ponctuées de discours et des concerts de casseroles. Les manifestants ont fermé l'autoroute Sogamoso - Belencito afin de bloquer la multinationale Votorm qui opère dans cette région. Des centaines de personnes se sont rassemblées à Saravena, Arauca, pour commencer les journées de protestation dans le cadre de la grève nationale. Dans la municipalité de Tibú, Catatumbo, les travailleurs d'Ecopetrol se sont joints à la grève nationale ; ils ont bloqué les installations de l'entreprise en trois points, appelant d'autres travailleurs à se joindre à la mobilisation. Des tranchées ont été creusées pour bloquer le trafic à la gare routière portal Suba, (Bogota) ; en rejet des politiques mises en œuvre par le gouvernement d'Iván Duque pendant la pandémie, les habitants de la municipalité de Cantagallo, au sud de Bolívar, ont bloqué le bureau du maire et la banque. Ils protestaient aussi contre l'éventuel retour de la pulvérisation aérienne de glyphosate (herbicide cancérigène) et les projets de production de gaz de schiste par fracturation hydraulique sur leur territoire, etc.

Grèves et manifestations ont continué spontanément les jours suivants, au point d'obliger le Comité National de Grève (CNG) à appeler, pour tenter de reprendre la direction du mouvement, à une nouvelle journée de mobilisation pour le 5 mai, alors qu'il n'en prévoyait une nouvelle que le 19.

Le succès de la grève et des journées de manifestation, malgré l'action dilatoire du CNG, a eu de premiers résultats positifs ; en raison de la gravité de la situation sociale, le gouvernement Duque a d'abord annoncé qu'il allait corriger certains aspects de la réforme ; des secteurs et des partis pro-gouvernementaux ont pris peur comme le Parti libéral qui a annoncé voter contre, alors que d'autres comme le Centre démocratique demandaient le retrait pur et simple de la réforme. Finalement, le 2 mai, le président annonçait ce retrait, au moins temporaire.

Mais cette reculade n'a pas mis fin à la mobilisation : le 5 mai les manifestations ont été nombreuses ; elles ont continué le 6 et le 7 et il devait en être de même le 8 avec toujours des blocages.

## L'INTERCLASSISME MÈNE À LA DÉFAITE

Le Parti Communiste Bolivien, en

bon démocrate bourgeois, dans une déclaration se terminant par le très nationaliste « *la patrie ou la mort, nous vaincrons !* », lançait le 5 mai un « *appel (...) urgent à la communauté nationale et internationale pour que le gouvernement démilitarise les villes et fournisse des garanties de base pour la protestation et la mobilisation de la population* »(4). Qu'est cette « communauté » à qui cet appel est adressé, sinon une fiction bourgeoise pour camoufler les organisations nationales et internationales et les structures étatiques de la classe dominante?

Le Parti Socialiste des Travailleurs (trotskyiste) a critiqué justement l'action d'affaiblissement de la mobilisation jouée par le CNG qui cherche surtout à négocier avec le gouvernement la fin du mouvement. Mais il ne peut comprendre que cette attitude ne s'explique pas par la « *bureaucratie* » du CNG, mais par sa collaboration de classe et son interclassisme, car il souffre du même mal : la déclaration du 3/5 de son Comité Exécutif avance comme perspective centrale « *pour renforcer la lutte* » une « *réunion nationale d'urgence* » pour « *élire démocratiquement une nouvelle direction avec les organisations sociales et syndicales, [les organisations] des femmes, de la jeunesse, des communautés afro et indigènes* » – les mêmes qui font partie ou qui soutiennent le CNG ! Et la déclaration se termine par : « *pour un gouvernement ouvrier et populaire !* » (5), sans préciser évidemment ce que signifierait un tel gouvernement interclassiste, par quel moyen il serait institué et quel serait son but. La seule chose qui est claire dans ce confus verbiage est que le PST est complètement étranger aux positions révolutionnaires marxistes et au besoin primordial de lutter pour l'indépendance de classe du prolétariat.

Le CNG qui regroupe avec les syndicats, des organisations paysannes et étudiantes, en bref des organisations collaborationnistes et petites bourgeoises, est en effet par nature incapable de donner une orientation et une direction de classe à la lutte ; il a déjà donné la preuve de son attachement à la collaboration de classe et à la défense du capitalisme colombien : sa plate-forme revendicatrice met en bonne place la « *défense de la production nationale (agricole, industrielle, artisanale, paysanne)* », revendication bourgeoise s'il en est !

Rien d'étonnant donc s'il a décidé le 7 mai de participer au « *dialogue national* » proposé par le gouvernement pour trouver une issue à la crise, sans toutefois appeler à la fin du mouvement : un tel appel ne serait pas suivi et le CNG compte à l'évidence sur l'essoufflement

de la lutte ; il ira donc « *négocier* » avec le gouvernement, les organisations patronales, l'Eglise, etc., son plan d'urgence qu'il a élaboré depuis plusieurs mois et ses revendications. Mais ce ne sont pas de nouvelles négociations avec ce gouvernement assassin qui menace de décréter un état d'exception pour arrêter les manifestations, les grèves et les blocages et accuse les manifestants d'être payés par les narco-trafiquants, qui pourront déboucher sur des résultats positifs pour les prolétaires.

## IL MANQUE LE CYLINDRE À PISTON

En 2019 la lutte avait déjà été trahie par le CNG qui s'était prêté à des négociations avec le gouvernement : les prolétaires et les masses paupérisées peuvent constater que ce n'était qu'une mascarade qui n'a servi à rien. Il ne peut en être autrement aujourd'hui ; seule la lutte déterminée des prolétaires peut arracher aux capitalistes et à leur Etat de nouvelles concessions, après le premier recul gouvernemental.

Cela implique l'organisation de la lutte sur des bases de classe et pour des objectifs exclusivement de classe – et donc la rupture avec la pratique de la collaboration des classes des organisations syndicales. Cela implique aussi de travailler à l'organisation de classe du prolétariat, depuis les organisations pour la lutte immédiate jusqu'à l'organisation politique indispensable pour diriger la lutte vers la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat, étape indispensable pour éradiquer le capitalisme et ouvrir la voie à la société communiste : le **parti de classe**.

Trotsky rappelait dans la préface de son « *Histoire de la révolution russe* » que « *Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur* » (6).

Evidemment, le cylindre en question n'est autre que le parti révolutionnaire qui ne crée pas les situations révolutionnaires, ne crée pas la vapeur, mais les dirige. Les prolétaires et les masses exploitées de Colombie donnent à leurs frères de classe des autres pays l'exemple de leur combativité (la « *vapeur* »), mais aussi l'exemple de la trahison de cette combativité dans l'impasse de « *négociations* » avec les représentants de la classe dirigeante. Les militants et les avant-gardes qui émergent et émergeront des affrontements de classe en Colombie et ailleurs, affrontements qui dès aujourd'hui préoccupent les classes dirigeantes, pas seulement en Amérique Latine, devront en tirer la leçon :

cette leçon, c'est le besoin irréfutable du travail pour reconstituer le parti de classe internationaliste et international, en liaison avec les prolétaires révolutionnaires des autres pays, sur la base du programme communiste authentique qui synthétise les leçons des batailles de classe passées permettant ainsi de tracer une orientation solide pour les batailles à venir.

Ce résultat ne pourra être obtenu du jour au lendemain, mais c'est la seule perspective non illusoire de l'émancipation prolétarienne.

8/05/2021

(1) cf. « Contre les menaces de guerre entre le Venezuela et la Colombie, solidarité et lutte de classe internationale des prolétaires ! », 29/3/21

(2) Uribe, qui est aussi président du parti au pouvoir, a déclaré le 30/4 en réponse aux protestations contre l'utilisation d'armes à feu contre les manifestants : « nous soutenons le droit des policiers et des soldats à utiliser leurs armes pour se défendre et défendre les personnes et les biens » !

(3) Un institut européen d'études géostratégiques a découvert que Bogotá avait dépensé – pour la seule année 2020! - 9 100 millions de dollars pour la rénovation de ses équipements aéronautiques et militaires : acheter des armes est plus important pour les bourgeois que de sauver des vies de prolétaires, les plus touchés par la pandémie.

(4) <https://www.pacocol.org/index.php/comites-regionales/tolima/14952-militarizada-colombia-el-paro-nacional-sigue>

(5) <https://litci.org/es/65703-2/>

(6) <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/hrrusse/hrr00.htm>

**Suplemento Venezuela  
N° 25 al N. 54 de  
«el programa  
comunista»  
Abril de 2021**

••• Contra las amenazas de guerra entre Venezuela y Colombia ••• Paraguay: revuelta proletaria ••• Washington: día negro para el Capitolio ••• Elecciones parlamentarias en Venezuela ••• Estados Unidos: el asesinato por la policía de George Floyd ••• Birmania (Myanmar). ¡Golpe militar y «transición democrática» ••• Senegal: ¡Noes la democracia lo que deben defender los proletarios! ••• Beirut: el capitalismo es el asesino ••• Italia. Revuelta en Nápoles ••• Haití: necesidad imperiosa de la lucha de clase

Precio de una copia: América Latina: US \$ 0,5 / América del Norte: US \$ 1 / Europa: 1euro

## Contre les menaces de guerre entre le Venezuela et la Colombie, solidarité et lutte de classe internationale des prolétaires !

Le 21 mars au sud-ouest du Venezuela, dans la région de Apure, des affrontements armés ont coûté la vie à 2 soldats vénézuéliens et fait plusieurs blessés, provoquant en outre la fuite de milliers de paysans et de prolétaires qui travaillent et vivent dans la zone vers le pays voisin, la Colombie. Les affrontements se sont déclenchés apparemment entre l'armée vénézuélienne et des groupes dissidents des Farc-Eln et donc non adhérents au traité de paix signé à Cuba par cette dernière avec le gouvernement colombien (1). D'autres sources parlent de groupes de narcotrafiquants liés aux cartels mexicains ou d'un mélange des deux.

Cette armée dissidente aurait semé un chiffre indéterminé de mines antichars qui ont déjà mis hors de combat un blindé vénézuélien d'origine russe. Or, il est un peu étrange qu'un petit groupe de guérilleros aient des pareils engins à disposition...

Entretiens le gouvernement colombien a envoyé 2000 soldats dans la même zone (2). Un chaviste dissident a souligné que «*Le capitaine Diosdado* [Cabello, deuxième dans la hiérarchie du pouvoir vénézuélien, Ndr], de manière irresponsable, appelle aux postes de combat, le président souffle sur les braises, l'oligarchie colombienne mobilise ses troupes» (3).

Aujourd'hui un conflit de haut niveau semble impossible, mais, étant donné la position américaine vis-à-vis du Venezuela, les incidents actuels pourraient être le prétexte du début d'une escalade et un degré plus haut de belligérance jusqu'à ce qu'une guerre devienne inévitable. Si cela est peu probable à l'heure actuelle, les bruits de botte sont utilisés de chaque côté de la frontière pour raviver le nationalisme afin de susciter l'union nationale. Les deux gouvernements - aux abois ! - sont confrontés à de graves difficultés économiques et sociales ; une mobilisation guerrière, même si elle reste au niveau de la propagande, est un moyen formidable pour étouffer les mouvements de protestation des masses et souder toutes les classes derrière la défense du capitalisme national. La tension sociale est surtout manifeste en Colombie qui au long de l'année dernière a vu renaître un mouvement social bâillonné depuis des décennies et masqué par l'affrontement entre les guérillas et la contre-guérilla des forces militaires étatiques.

### QUELLES SONT LES FORCES MILITAIRES EN PRÉSENCE ?

Engels expliquait (« L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat ») que l'Etat bourgeois se résume en dernière analyse en une « *bande d'hommes armés* » : l'armée est le pilier ultime, après la police, de la défense du capitalisme national, que ce soit face à d'autres Etats ou face à l'« ennemi intérieur », le prolétariat. Ceci est vrai partout y compris dans les Etats les plus puissants, les plus évolués et les plus « démocratiques ». Mais dans les Etats au capitalisme plus faible et moins développé l'armée est souvent contrainte de jouer un rôle encore plus important ; elle investit le domaine économique pour pallier à la faiblesse ou à l'absence de capitalistes dans certains secteurs : voir le cas de l'Egypte, de l'Algérie ou de la Birmanie, pour ne citer que quelques exemples. C'est ce que l'on voit aussi au Venezuela chaviste.

L'armée vénézuélienne est inférieure à la colombienne en termes de nombre de soldats et d'expérience sur le terrain : 50 ans d'expériences pour l'armée colombienne aussi bien sur le plan interne, contre les guérillas du FLN et les FARCS colombiennes, que sur le plan externe, participant à la guerre de Corée et celle du Golfe entre autres faits de gloire...

Par contre l'armée vénézuélienne, dont le gouvernement est soutenu ouvertement par l'Iran, la Russie et la Chine, est beaucoup mieux équipée mais sans aucune expérience notable si ce n'est contre les guérillas guevaristes des années 60-70 à l'intérieur du pays et un engagement très limité au Vietnam, qui s'était soldé par la mort d'un soldat. Le comble est qu'elle possède plus de généraux que l'Otan : 200 ! Mais la plupart se trouvent dans les entreprises publiques... (4).

Plus important que la comptabilité des forces sur le papier est le fait qu'elles soient basées en partie sur un système de conscription, c'est-à-dire sur le service militaire obligatoire. Même si la discipline militaire s'emploie à en faire des exécutants dociles, les conscrits ne sont pas étrangers aux tensions sociales existant dans le pays ; celles-ci peuvent donc par ce biais contaminer l'armée au point de rendre difficile son utilisation dans certaines circonstances (Lénine expliquait que pour vaincre, une

( Suite en page 16 )

## Menaces de guerre entre le Venezuela et la Colombie ...

( Suite de la page 15 )

révolution doit d'abord être victorieuse dans l'armée). Les pouvoirs bourgeois cherchent à éviter ce danger en augmentant le rôle des militaires professionnels. En Colombie l'obligation théorique du service militaire a laissé dans les faits la place au volontariat, et les soldats sont majoritairement recrutés parmi la petite bourgeoisie et les classes moyennes ; mais celles-ci sont maintenant ruinées par la crise...

Les prolétaires doivent dénoncer les propagandes guerrières et les manœuvres militaires en cours dont ils sont en réalité les victimes désignées et opposer la solidarité internationale à la défense de la « patrie » qui n'est pas autre chose que la défense du système capitaliste de faim,

de misère et d'exploitation.

**Pas un soldat en défense d'une frontière qui n'existe pas, pas une seule goutte de sang prolétaire !**

**Contre les guerres nationales-impérialistes, pour la guerre de classe révolutionnaire internationale!**

**L'ennemi principal du prolétariat se trouve dans son propre pays !**

29/03/2021

(1) Diverses petites fractions des FARC ont refusé de signer ces accords. <https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20210326-desplazados-enfrentamientos-ejercito-venezuela-disidencias-farc>

(2) Selon la revue digitale colombienne «Semana» (accessible seulement aux abonnés), le président Duque aurait envoyé 2000 soldats dans la commune de Araucita, région de Arauca. Cfr.: [https://www.youtube.com/watch?v=4\\_zwjm\\_cholu&ab\\_channel=santiagogutierrezvillegas](https://www.youtube.com/watch?v=4_zwjm_cholu&ab_channel=santiagogutierrezvillegas);

v=4\_zwjm\_cholu&ab\_channel=santiagogutierrezvillegas;

(3) «Il y a quelques jours, c'était à un niveau où toute fausse nouvelle précipiterait l'action, et maintenant les rares événements à la frontière ont donné aux insensés, bellicistes d'un côté et l'autre, un prétexte pour satisfaire leurs attentes tordues». <https://www.aporrea.org/actualidad/a300998.html>

(4) «L'armée colombienne, pour donner un chiffre, est la deuxième en Amérique du Sud, après le Brésil. Celle de Colombie compte 445 000 hommes, plus 185 000 en réserve, pour un total de 630 000 hommes. Celle du Venezuela compte 115 000 membres, 438 000 réservistes, pour un total de 553 000 membres. Ces chiffres (...) incluent les milices et la garde nationale. Par conséquent, ce nombre est un peu gonflé dans le cas vénézuélien». (cfr <https://noticias.caracoltv.com/politica/ejercito-venezolano-vs-ejercito-colombiano-cual-es-realmente-mas-poderoso>)

## Paraguay : Révolte prolétarienne contre la gestion capitaliste de la pandémie

Le Paraguay est, comme beaucoup de pays pauvres, ravagé par le Covid. Ce n'était pas le cas en 2020 car l'État avait eu une réaction forte pour stopper la diffusion de la pandémie. Cette politique n'a pas survécu à l'été car, main dans la main avec le patronat, les restrictions ont été levées dès juillet. Aujourd'hui, la pandémie est devenue incontrôlable. Le nombre de contaminations, d'hospitalisation et de décès est en forte hausse et cela s'accompagne d'un effondrement du système de santé publique. Cet effondrement était prévisible et a lieu dans un pays dans lequel les trois quart de la population ne disposent d'aucune assurance médicale. La pandémie révèle l'insuffisance criante de l'offre de soins : moins de 650 lits de soins intensifs dans un pays de sept millions d'habitants, un manque structurel de médecins et de personnels hospitalier, un accès limité aux médicaments... Les malades sont obligés d'acheter leurs propres médicaments, certaines familles doivent s'endetter pour cela. Cette situation s'accompagne d'une spéculation des entreprises pharmaceutiques et d'une large corruption. Les vaccins manquent : 4 000 au départ pour 7 millions puis 20 000 après des livraisons du Chili. A ce rythme, la vaccination prendra un siècle et demi !

Cette situation dramatique a entraîné une mobilisation des personnels de santé indignés en outre par les cas fla-

grants de corruption dans l'achat de médicaments et d'équipements médicaux ; le pouvoir a tenté de l'éteindre en faisant démissionner des responsables du système de santé (1). Sans succès.

Le mécontentement des masses exploitées est profond ; il est causé par la dégradation de leurs conditions qui a vu réapparaître la faim à la suite de la crise (même si les bourgeois clament que la situation – pour leurs profits ! – est moins mauvaise que dans les pays voisins) ; cela s'ajoute, un chômage en hausse (officiellement 8% mais cela ne prend pas en compte que 60% environ des emplois se trouvent dans le secteur informel, le premier touché) et la rapacité des capitalistes, comme ceux des transports qui veulent en profiter pour augmenter leurs prix.

Cette situation, ce véritable crime social, a provoqué une saine réaction prolétarienne.

Le vendredi 5 mars, une manifestation massive s'est déroulée dans la capitale Asunción. En réponse, le gouvernement a déchainé ses flics contre les manifestants à coup de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Les manifestants ont riposté et ont repoussé avec succès les hommes de main de la bourgeoisie. Un manifestant a trouvé la mort, tué par balles.

Pour tenter de faire retomber la colère, le président a offert la démission d'une partie de ses ministres. Cela n'a

pas arrêté les mobilisations dans les rues : des milliers de personnes ont de nouveau manifesté malgré une nouvelle répression policière.

La colère prolétarienne est profonde mais n'arrive pas encore à s'exprimer sur le terrain de classe. Les manifestants défilent avec des drapeaux nationaux ou revendiquent un changement de gouvernement et la démission du président Benitez (fils du secrétaire particulier du dictateur Stroessner qui régna d'une main de fer sur le pays pendant 35 ans, avant d'être renversé par un coup d'Etat en 1989 après avoir perdu le soutien des Etats Unis). L'opposition et l'Eglise catholique s'emploient à canaliser et calmer le mécontentement et de nouveau réapparaissent les slogans sur l'« unité populaire » qui ont conduit hier à l'écrasement des prolétaires chiliens ?

La situation au Paraguay s'inscrit dans le cadre de celle de toute l'Amérique Latine, qui est explosive. A l'automne 2019, où la crise économique ne faisait souvent que débiter, de nombreux pays ont connu de véritables explosions sociales ; l'arrivée de la pandémie, avec les différentes mesures de contrôle social prises par les gouvernements, a été utilisée pour casser les mouvements de mécontentement voire de révolte. Mais la pandémie a creusé les inégalités, détérioré les conditions prolétariennes et elle a mis au grand jour le mépris des autorités bourgeoises pour le sort des masses prolétariennes et exploitées. Inévitablement elle pousse donc à nouveau les masses dans la rue. Les commentateurs bourgeois déclarent sentencieusement que le Paraguay ne peut pas servir d'exemple, étant donné la faiblesse particulière des institutions démocratiques et sociales dans ce pays ; au contraire



# Haïti : nécessité impérieuse de la lutte de classe face à une crise politique et sociale dévastatrice

## ETAT D'URGENCE ET BANDES CRIMINELLES AU SERVICE DU POUVOIR

Le 17 mars le gouvernement haïtien a décrété l'état d'urgence dans divers quartiers de la capitale pour lutter contre les gangs, après des affrontements qui ont fait 4 morts parmi les policiers ; il a précisé que cet état d'urgence pourrait être étendu. Si la recrudescence de la criminalité dans les derniers mois est indéniable dans un pays ravagé par la misère, il faut savoir que pour se maintenir face à une colère croissante des prolétaires et des larges masses, le gouvernement du président Jovenel Moïse a recours non seulement à la répression policière « classique » mais aussi à des bandes criminelles qui se livrent à diverses exactions armées et crimes :

en entrant spontanément en lutte, les masses exploitées du Paraguay donnent un exemple et lancent implicitement un appel à leur frères de classe du continent. Nul doute que tôt ou tard cet exemple sera suivi.

Dans la nouvelle saison des luttes qui s'ouvre, la seule issue pour les masses exploitées sera la lutte prolétarienne indépendante, rompant avec toutes ces forces bourgeoises et petites bourgeoises, et menée avec des méthodes et des revendications de classe. Sinon, Les mouvements de colère qui s'expriment même violemment, seront inévitablement récupérés pour un simple ravalement de façade des régimes en place.

Pour résister avant de pouvoir passer ensuite à l'attaque, les prolétaires au Paraguay comme ailleurs devront se doter de leurs organisations propres, depuis les organisations de défense immédiate jusqu'au Parti de classe international indispensable pour diriger les luttes vers l'assaut révolutionnaire. Le chemin est encore long, mais les masses prolétariennes ont fait le premier pas !

**Contre toutes les forces bourgeoises, contre les orientations interclassistes, populaires et nationalistes et les illusions démocratiques !**

**Le salut réside dans la reprise internationale de la lutte de classe anticapitaliste !**

15/03/2021

(1) Le Président de l'Institut de protection sociale démissionna le 10/3 pour avoir « fait partie d'un réseau criminel qui vendait les médicaments essentiels qui devaient être distribués gratuitement à la population »

en 2018 ces gangs ont massacré plus de 70 personnes et commis de nombreux viols dans le quartier de la Saline de la capitale ; de 2018 à 2020 on a répertorié plus de 10 massacres commis par ces bandes pro-gouvernementales dans la capitale, qui ont fait plus de 300 morts. Nul doute que le gouvernement utilisera l'état d'urgence pour renforcer son pouvoir.

Moïse avait remporté en 2015 une première élection, mais celle-ci a été annulée en raison de « fraudes massives » ; il a finalement été élu en novembre 2016 – avec environ 10% du corps électoral. Son mandat aurait dû se terminer le 7 février de cette année, mais il a décidé de se maintenir une année encore en s'appuyant sur diverses arguties juridiques.

Bien qu'il s'affirmait proche de l'ancien président américain Trump, il a reçu l'appui sans équivoque du gouvernement Biden à ses prétentions de se maintenir au pouvoir (de même que celui de l'ONU et de l'Union Européenne). Soutenu par la plupart des grandes familles de la bourgeoisie haïtienne (ainsi que par les capitalistes de la république Dominicaine pour qui Haïti est le deuxième marché extérieur), Moïse avait bénéficié de l'aide de l'administration Obama pour accéder à la présidence : ce qui dicte cette attitude de l'impérialisme américain, quel que soit le président en exercice, ce sont avant tout les intérêts des entreprises américaines implantées dans les zones franches du pays où les prolétaires sont soumis à une exploitation bestiale (1).

Le mandat de Moïse a coïncidé avec une grave crise sociale dans le pays ; d'après la Banque Mondiale, 60% de la population selon les estimations officielles vivait en 2012 sous le seuil de pauvreté (revenu de moins de 2,5 dollars par jour) dont 25% en « extrême pauvreté » (moins de 1,2 dollars) ; d'après un rapport de l'ONU, près d'un tiers des enfants sont mal nourris : l'« insécurité alimentaire » affecte 4 millions de personnes (sur 11 millions d'habitants). Le chômage et le sous-emploi touchent 60% de la population active, 80% de l'emploi se trouvant dans le secteur informel. Les derniers chiffres officiels connus donnent une inflation à plus de 23 %, alors que les augmentations salariales prévues dans le budget pour les fonctionnaires sont en général bien inférieures. Quant au salaire minimum qui ne dépasse pas les 3 euros par jour (250 gourdes), il n'est en général pas respecté...

De plus l'économie qui était déjà en récession en 2019, devrait avoir connu en 2020 selon les estimations du FMI

un recul du PIB de 4%

Le mécontentement provoqué par cette situation sociale catastrophique a été accru par les révélations du scandale Petrocaribe : une aide fournie par le Venezuela sous forme de livraisons à bas prix de pétrole, a été détournée ; aucun des projets prévus n'a vu le jour et de 2 à 4 milliards de dollars auraient fini, selon une enquête judiciaire, dans les poches de responsables politiques, d'hommes d'affaires, d'anciens présidents et du président actuel!

Ces révélations ont provoqué dès 2019 de nombreuses manifestations, violemment réprimées, pour protester contre la corruption et demander la démission du président.

Le parlement n'étant plus en fonction depuis le début de 2020 (les élections législatives n'ayant pas été organisées), Moïse gouverne par décrets. Il veut organiser un référendum pour modifier la constitution et tenir de nouvelles élections à la fin de cette année – ce que conteste l'opposition, qui exige son départ.

## UNE GREVE GENERALE AUX ORIENTATIONS INTERCLASSISTES

Au début de février les syndicats réunis dans le « Collectif des syndicats haïtiens pour le *Respect de la Constitution de 1987* » ont appelé à une grève générale de 48 heures ; cet appel, soutenu par les partis d'opposition, a été largement suivi. Les revendications étaient la fin du climat de violence et d'impunité et le départ de Moïse. Le porte-parole du Collectif syndical a demandé à « tous les secteurs » du pays de contribuer à remédier à la « crise systémique » qui frappe le pays.

Mais cette concertation de toutes les classes ne peut se faire qu'à l'avantage des classes exploiteuses et au détriment des classes exploitées ! En effet la crise systémique qui frappe le pays, ou plutôt qui frappe les prolétaires et les masses pauvres, est due au **système capitaliste** : sans combattre celui-ci, en s'associant au contraire avec les capitalistes, il est impossible d'y remédier ! Les prolétaires haïtiens ont appris dans leur chair que la démocratie bourgeoise avec ses élections n'est qu'une triste comédie, tout autant au service de la classe dominante et de ses parrains impérialistes que l'était la dictature duvaliériste.

Le salut ne peut pas venir d'une bonne constitution et d'une « véritable » démocratie, du remplacement de Moïse par un politicien bourgeois inté-

( Suite en page 18 )

## Haïti ...

( Suite de la page 17 )

gre – les opposants ont ainsi joué la farce ridicule de désigner un « président de transition » sans aucun pouvoir : ces bourgeois et petits bourgeois ne veulent surtout pas mettre en cause le capitalisme et leurs perspectives ne sont que des pièges destinés à calmer la colère des exploités

La grève générale a montré la force des prolétaires, qui sont capables d'entraîner derrière eux les masses pauvres ; mais elle a montré aussi que cette force est détournée par les partis bourgeois et petits bourgeois d'opposition pour servir à un replâtrage de la domination bourgeoise et au sauvetage du capitalisme haïtien.

Il est indispensable de rompre avec cette orientation imposée au sein du prolétariat par les syndicats, agents de la collaboration entre les classes. La seule issue réside dans la lutte intransigeante en défense des intérêts de classe des prolétaires et des masses exploitées, indépendamment et contre toutes les classes possédantes et leurs valets.

Pour résister au système capitaliste et dans la perspective de le renverser, le prolétariat en Haïti devra prendre la voie de la lutte et de l'organisation de classe, en rupture complète avec l'interclassisme et la collaboration avec des forces bourgeoises – et il devra trouver le soutien du prolétariat des pays impérialistes qui porte la responsabilité de combattre les agissements de « sa » bourgeoisie dans les pays dominés.

8/04/2021

(1) Ayant échappé aux griffes du colonialisme français en battant les armées napoléoniennes venues rétablir l'esclavage, Haïti est tombé ensuite sous la coupe de l'impérialisme américain qui a notamment été le pilier de la dictature des Duvalier (1957-1986). Le rétablissement de la démocratie n'y a rien changé. Wikileaks a révélé les interventions à tous les niveaux de l'ancien président américain Bill Clinton, dans son poste de « délégué spécial » de l'ONU pour Haïti à la suite du terrible tremblement de terre de 2010, et de son épouse Hillary, secrétaire d'Etat d'Obama, dans les affaires intérieures du pays ; ils se sont entre autres opposés à l'augmentation du salaire minimum « en étroite liaison avec les propriétaires des usines des zones franches » comme Levi's, etc. <https://www.thenation.com/article/archive/wikileaks-haiti-let-them-live-3-day/> Démocrates et Républicains sont des partis également pro-impérialistes et anti-prolétaires.

## Birmanie (Myanmar)

**Coup d'État militaire et « transition démocratique » sont les deux faces d'une même pièce !  
Pour l'indépendance de classe du prolétariat ! Pour une lutte ouverte contre tous les camps bourgeois !**

Le lundi 1er février, les nouveaux élus s'apprêtaient à rejoindre les divers hémicycles parlementaires pour officialiser les résultats des élections législatives du 8 novembre, gagnées par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi. Les militaires ont interrompu le cirque électoral qu'ils avaient eux-mêmes mis en place, emprisonné le chef de l'État et sa Conseillère d'État et ministre des Affaires étrangères Aung San Suu Kyi et diverses personnalités de la LND, au nom d'un State Administrative Council (SAC) créé pour gouverner le pays.

Les détails du coup d'État et de sa chronologie, le peu de charisme des dirigeants de la junte ou le ridicule des justifications n'ont aucun intérêt. Ce qui est primordial ici est qu'une fois de plus le duo démocratie / autoritarisme est une arme anti-prolétarienne.

### DEVELOPPEMENT CAPITALISTE ET ESSOR DU PROLETARIAT

La Birmanie est un pays du sud-est asiatique de 50 à 60 millions d'habitants selon les estimations, encore largement agricole (la campagne occupe 70% des travailleurs du pays), mais qui se trouve en plein développement capitaliste : il connaît une forte croissance économique, dopée par un afflux de capitaux occidentaux et asiatiques, notamment chinois. La « démocratisation » instituée depuis 2011 avait essentiellement pour objectif d'attirer ces investissements en normalisant le régime et en procédant à une ouverture économique progressive.

Cette expansion capitaliste a donné naissance à un jeune prolétariat. L'anthropologue Stephen Campbell décrit cette dynamique basée sur l'exode rural : « la population ouvrière des zones industrielles de Yangon [Rangoun] se compose principalement d'anciens villageois chassés des zones rurales en raison d'une dette ingérable, de la dévastation des infrastructures causée par le cyclone Nargis en 2008 et du vol pur et simple de leurs terres par des intérêts militaires et commerciaux privés. La spéculation immobilière et le développement urbain élitiste de ces dix dernières années ont fait grimper le coût du logement, ce qui a conduit des centaines de milliers de migrants arrivant en ville à ne plus avoir de logement officiel et à se tourner vers des logements squattés moins chers à la périphérie de la ville. Beaucoup de ces nouveaux

résidents urbains ont cherché un emploi dans des usines alimentaires et autres usines de transformation produisant pour le marché intérieur, ou dans des usines de confection produisant pour l'exportation. En 2018, plus d'un million de travailleurs - pour la plupart des jeunes femmes, dont de nombreux squatters - étaient employés dans des usines de vêtements, de textiles, de chaussures et d'accessoires au Myanmar, principalement autour de Yangon » (1).

Cette jeune classe ouvrière est victime d'une exploitation féroce : les salaires très bas permettent d'attirer les investisseurs étrangers en les détournant des pays comme le Vietnam où les salaires de misère ne le sont pas assez pour les exploités capitalistes. Bien entendu, cette exploitation s'accompagne d'une sévère répression anti-ouvrière (légale ou extralégale) et par l'intégration de la contestation ouvrière dans les institutions bourgeoises de la négociation et du « dialogue ». C'est ce qu'explique encore Campbell : « Le gouvernement quasi-civil de U Thein Sein, qui a pris le pouvoir en 2011, a introduit une nouvelle législation élaborée avec le soutien de l'OIT [Organisation Internationale du Travail], légalisant la création des syndicats (en octobre 2011) et formalisant les négociations collectives (en mars 2012). Les nouvelles lois visent à endiguer les grèves en offrant aux travailleurs des voies institutionnelles pour obtenir réparation de leurs griefs en matière d'emploi ».

Ces mesures n'empêchent pas la contestation ouvrière mais elles ont pour but de l'enfermer dans un cadre bourgeois afin d'éviter qu'elle trouve le chemin de la lutte classiste.

### UNE « TRANSITION DEMOCRATIQUE » CONTRE LE PROLETARIAT ET LES MINORITES ETHNIQUES

En novembre 2010, les militaires ont libéré la cheffe de l'opposition, Aung San Suu Kyi, et se sont engagés dans une démocratisation du régime : diminution de la censure des médias, réduction dans le budget militaire, augmentation du budget pour l'éducation et la santé, libération de plusieurs prisonniers politiques, etc.

Les élections de 2012 permirent la légalisation de partis politiques et des réformes constitutionnelles sur les scrutins. Les militaires conservaient cependant des sièges réservés dans les as-

semblées. Enfin, en 2015, Aung San Suu Kyi est devenue la première ministre de facto du pays (« Conseillère »).

Cette démocratisation s'est non seulement accompagnée de mesures répressives contre la classe ouvrière (pour garantir les investissements des capitaux étrangers) mais également d'une politique génocidaire les Rohingyas, une des nombreuses minorités ethniques de Birmanie (ces minorités constitueraient 30% de la population et le pouvoir central a une longue tradition de persécution contre celles-ci). L'armée a lancé, en 2017, une campagne systématique de massacres, de viols et d'incendies de village contre cette minorité musulmane profondément opprimée, tuant des milliers de personnes et entraînant un exode massif vers le Bangladesh voisin.

La nature criminelle de la « transition démocratique » a fait pâlir l'étoile de la « Dame de Rangoon » lauréate du Prix Nobel de la paix, célébrée dans les médias impérialistes et les institutions internationales, mais elle n'a pas empêché les impérialistes de poursuivre leurs affaires : *business as usual* !

### LES IMPÉRIALISMES A L'AFFUT

Les puissances impérialistes européennes, étasunienne, japonaise et chinoise sont très intéressées par la Birmanie. En plus d'y trouver une main d'œuvre bon marché et fliquée, les bourgeois sont avides des ressources naturelles du pays. C'est en particulier le cas de la multinationale française Total qui exploite le pétrole birman depuis plusieurs décennies, activité qui s'est accompagnée sous la dictature militaire par de violences barbares contre les populations civiles des zones pétrolières, y compris leur réduction en esclavage.

Les impérialistes européens ont également cherché à renforcer leur présence en établissant une coopération militaire avec les tortionnaires en uniforme. Les forces de police ont été entraînées à « la gestion de foule » par l'Union Européenne dans le cadre du programme MYPOL mis en place depuis 2016 (2)

Du côté japonais la Japan-Myanmar Association (ex Comité des Intérêts Birmanes), l'influent lobby à la source de la politique japonaise vers ce pays a poussé, outre au développement d'investissements dans divers domaines (les investissements japonais se trouvent au premier rang après les investissements chinois), à l'établissement de relations militaires entre Rangoun et Tokyo au début de cette année. Le Japon est aussi le plus grand pourvoyeur d'« aide » à la Birmanie (plus d'un milliard de dollars par an) bien évidemment pour défendre ses intérêts. Tout cela explique le refus jusqu'ici de parler de sanctions

à l'égard des militaires ; les capitalistes japonais craignent aussi que des critiques des militaires fassent le jeu du concurrent chinois.

De son côté, l'impérialisme chinois voit dans le Birmanie un partenaire important dans ses « nouvelles routes de la Soie ». Les investissements chinois sont de loin les plus importants dans le pays. La Birmanie est un partenaire commercial mais également un atout géostratégique qui peut permettre d'éviter le détroit de Malacca pour faire circuler les exportations et les importations chinoises par voie maritime. On ne s'étonnera donc pas que le gouvernement chinois n'ait émis aucune critique du coup d'Etat et qu'il ait mis son veto à une résolution onusienne le condamnant.

Réagissant à la poussée chinoise, les États-Unis s'étaient rapprochés du régime birman dans les années 2010 pour tenter de réduire l'influence de Pékin et ils sont aujourd'hui les critiques les plus véhéments de la junte militaire.

### CE N'EST PAS LA DEMOCRATIE QUI DEFENDRA LE PROLETARIAT !

La population qui avait témoigné de son rejet des militaires par ses votes pour la LND est massivement sortie dans la rue contre la junte. L'armée a répondu par une sanglante – quoique relativement mesurée – répression contre les manifestants et les grévistes.

Dans différents secteurs (chemins de fer, chantiers navals, etc.) des ouvriers se sont en effet mis en grève contre la nouvelle dictature et des appels à la grève générale ont été lancés. Malheureusement, cette contestation demeure sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Comme l'explique le quotidien britannique *The Guardian* : « *les revendications des manifestants vont maintenant au-delà de la contestation du coup d'Etat. Ils demandent également l'abolition de la constitution de 2008 élaborée sous supervision militaire qui donnait aux généraux un droit de veto au parlement et le contrôle de plusieurs ministères, ainsi que l'instauration d'un système fédéral dans un Myanmar ethniquement diversifié* » (3).

Devant l'inévitable offensive capitaliste – militaire ou civile, autoritaire ou démocratique –, la classe ouvrière n'a pas d'autre solution que de se préparer à la lutte ouverte, en rupture totale avec les revendications démocratiques ou nationalistes (même sous un masque « anti-impérialiste »), indépendamment de toutes forces bourgeoises et petites bourgeoises. Ce n'est qu'en forgeant une force de classe, anticapitaliste et antidémocratique, aguerrie dans les mobilisations prolétariennes contre toutes les attaques du capital, aussi bien sur le terrain économique que

sur le terrain politique et social, qu'elle pourra affronter la bourgeoisie et son appareil militaire.

La condition *sine qua non*, est la lutte avec des revendications, des méthodes et des moyens de classe, et la présence d'un véritable parti communiste pour la diriger vers une perspective révolutionnaire internationale. Cela exigera l'aide des prolétaires des autres pays qui, comme première contribution doivent se démarquer de la campagne démocratique en cours, démasquer les condamnations hypocrites de leur propre impérialisme et entrer en lutte contre eux..

**A bas le coup d'État militaire ! A bas la « transition démocratique » !**

**Contre l'armée et l'opposition, contre tous les rapaces impérialistes, contre toutes les divisions ethniques, une seule perspective prolétarienne : la lutte indépendante de classe !**

**Pour la solidarité prolétarienne internationaliste !**

**Pour la reconstitution du Parti mondial de la révolution communiste !**

26/02/2021

(1) [https:// www. revolutionpermanente .fr /Myanmar- La-classe- ouvriere- face-au-putsch- entre-la-resistance- et-le-piege- democratique-bourgeois](https://www.revolutionpermanente.fr/Myanmar-La-classe-ouvriere-face-au-putsch-entre-la-resistance-et-le-piege-democratique-bourgeois)

(2) Salai Ming « Coup d'État en Birmanie : la résistance face au spectre de 1988 », [https:// asialyst.com /fr/ 2021/02/ 19/ coup-etat-birmanie-resistance-face-spectre-1988/](https://asialyst.com/fr/2021/02/19/coup-etat-birmanie-resistance-face-spectre-1988/)

(3) [https:// www.theguardian.com/ world/ 2021/feb/10/ myanmar-protesters- streets- naypyitaw- yangon- poli- ce- coup-violence](https://www.theguardian.com/world/2021/feb/10/myanmar-protesters-streets-naypyitaw-yangon-police-coup-violence)

## El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 22 / Enero - Abril de 2021

••• Sáhara occidental ••• Tras las elecciones en Cataluña la clase proletaria debe sacar sus lecciones: en el circo electoral, gane quien gane siempre vence la burguesía. ••• Vivan los *violentos* de linasres ••• Fuera las tropas marroquíes del Sáhara occidental ••• Francia : ¡La brutalidad de la policía es sólo la otra cara de la democracia burguesa! ••• Arzano, ciudad metropolitana de Nápoles: la protesta de los comerciantes ••• Nápoles. Meb Meridbulloni, como Whirlpool ••• La violencia contra las mujeres es parte integrante de la violencia de clase ••• Grupo Barbaria, el bordiguismo a la carta ••• El Partido comunista internacional en el surco de las batallas de clase de la Izquierda Comunista ••• Aviso a los lectores, simpatizantes y camaradas

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

## Climat : cirque démocratique, élucubrations écologistes et programme communiste

Le cirque médiatico-politique a repris en France autour du « climat ». Le président Macron a réuni une « Convention citoyenne » de 150 membres tirés au sort dans l'annuaire téléphonique par un institut de sondage. Cette plaisanterie s'est terminée par un président et une majorité parlementaire qui ont démocratiquement décidé de s'asseoir sur les doléances de nos abonnés au téléphone. Ces derniers hurlent à la trahison, au renoncement et au déni de démocratie. Et pour couronner le tout, le président veut organiser un référendum pour demander aux électeurs s'ils veulent inscrire dans la Constitution la protection de l'environnement, une ligne de plus dans ce torchon bourgeois qui « garantit » le « droit au travail » dans un pays ravagé par le chômage !

Derrière ce spectacle ridicule se cache en fait une campagne idéologique de la bourgeoisie pour « sauver le climat » en enfumant les prolétaires par de faux débats, de fausses indignations et des gesticulations.

Il faut être bien naïf pour oublier que la première préoccupation de la bourgeoisie est de préserver le « climat des affaires » et pas du tout les conditions de vie et la santé des travailleurs et de la population en général. Comme le disait il y a bien longtemps Marx dans le *Capital* « *Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de la vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société* » (1).

Pour les marxistes, il est impossible et illusoire de combattre ce « déluge » sans s'attaquer à son origine : le capitalisme et la société bourgeoise. C'est cette illusion qu'entretiennent les écologistes, y compris les chantres de la « décroissance », les écologistes « radicaux » (anarchisants) ou les éco-socialistes. Quelque soit leur chapelle, ces forces petites bourgeoises aiment plus que tout insister sur une « urgence écologique » qui imposerait des mesures nouvelles pour repeindre le capitalisme en vert.

Au contraire de ces élucubrations et de ces rêveries, les communistes dénoncent et combattent depuis des lustres les ravages et les méfaits de la société bourgeoise contre les êtres humains et contre la nature.

Dès les années 1950, les marxistes authentiques refusaient de chanter les louanges de l'accès aux biens de consommation de la voiture au tourisme en passant par la maison individuelle. Ils voyaient plutôt dans cela « un mons-

*trueux volume d'une production pour les neuf dixièmes inutile à la vie saine de l'espèce humaine* » (« *Volcan de la production ou marais du marché ?* », 1954). Dans cette même période, dans « *Le programme révolutionnaire immédiat* » (2), ils appelaient à la « *réduction du volume de la production par un plan de « sous-production » qui la concentre dans les domaines les plus nécessaires* » ainsi qu'à un « *contrôle autoritaire de la consommation* » en combattant la *vogue publicitaire des biens inutiles, voluptueux et nuisibles* ». Le même texte abordait la question de l'urbanisation en demandant l'« *arrêt de la construction d'habitations et de lieux de travail à la périphérie des grandes villes et même des petites, comme mesure d'acheminement vers une répartition uniforme de la population sur tout le territoire* » et la « *réduction de l'engorgement, de la rapidité et du volume de la circulation en interdisant celle qui est inutile* ».

Loin des âneries qui assimilent le marxisme à un « productivisme » insouciant de l'impact des forces productives sur la nature comme les faux communistes stalinien en ont donné le triste exemple en URSS, les véritables communistes n'ont pas besoin de se repeindre en vert pour lutter contre tous les méfaits du capitalisme ; ils indiquent que la solution est la fin du monde de la marchandise, c'est-à-dire la fin du mode de production capitaliste dont la course au profit est le fondement irremplaçable. C'est pourquoi l'objectif ne peut pas être la réforme de ce système, mais la révolution prolétarienne, seule capable de permettre sa destruction et d'ouvrir la voie à une société sans classes, le communisme, où en même temps que les antagonismes sociaux, l'antagonisme et entre l'Homme et la Nature aura disparu, laissant la place au développement harmonieux des deux.

Alors que le capitalisme épuise « *les deux sources dont jaillit toute richesse, la terre et le travailleur* » (Marx, *ibidem*) (3) le communisme créera un monde où l'abondance matérielle ne compromettra pas l'avenir des ressources naturelles et de la biodiversité. C'est ce monde évoqué par Marx dans ses Manuscrits de 1844, un monde où se réaliseront « *l'unité essentielle de l'homme avec la nature, la vraie résurrection de la nature, le naturalisme accompli de l'homme et l'humanisme accompli de la nature* ».

**Contre le capitalisme et ses ravages, le salut de l'humanité réside dans le communisme !**

### Notes:

(1) *Le Capital*, Livre I, Troisième section, ch. 10 ; 5 (Ed. Sociales 1976, p.200)

(2) Republié dans *Le Prolétaire* 456, janvier-mars 2001

(3) *Le Capital*, Livre I, Quatrième section, ch. 15 ; 10 (*ibid.* p.369)

### Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- « **le prolétaire** » Journal bimestriel
- « **Programme comunista** » : Revue théorique en français
- « **il comunista** » : Journal bimestriel en italien
- « **el programa comunista** » : Revue théorique en espagnol
- « **Suplemento Venezuela** » al "el programa comunista"
- « **el proletario** » : Journal en espagnol
- « **Proletarian** » : Supplément en anglais à « le prolétaire »

### Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France** : Programme, B.P. 57428 , 69347 Lyon Cedex 07  
**Pour la Suisse** : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

#### Deuxième liste 2021

Emmanuelle: 7,50 / François: 12,50 / Paris: 900,00 / Salut et fraternité: 69,00 / Victor: 50,00  
**Total liste: 1039,00**  
**Total général: 1715,50**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

**Versements**: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au « prolétaire »**: 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien**: 15 € / 60 FS / £ 20. **« programme communiste »** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement**: le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien**: 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **« il comunista »**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement**: 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien**: 27 € / 70 FS / £ 27. **« el programa comunista »**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**